



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Juillet 2021

LE LION, L'OURS ET LES HYÈNES

ACTEURS, PRATIQUES ET RÉCITS DE L'INFLUENCE INFORMATIONNELLE RUSSE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE

Dr Maxime Audinet

*Chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle
à l'IRSEM*

ÉTUDE – n° 83



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



LE LION, L'OURS ET LES HYÈNES

ACTEURS, PRATIQUES ET RÉCITS DE L'INFLUENCE INFORMATIONNELLE RUSSE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE

Dr Maxime Audinet

*Chercheur Stratégies d'influence et lutte informationnelle
à l'IRSEM*

Pour citer cette étude

Maxime Audinet, Le Lion, l'Ours et les Hyènes : Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone, Étude 83, IRSEM, juillet 2021.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-155506-8

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

82. *L'Enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques : Les États-Unis à l'heure du choix*
Pierre BOURGOIS
81. *La Coopération sécuritaire et judiciaire en Afrique de l'Ouest face au défi de la lutte contre les groupes armés jihadistes*
Antonin TISSERON
80. *L'Arabie saoudite : le pari sur la jeunesse de Mohammed Bin Salman*
Fatiha DAZI-HÉNI
79. *L'Entrée en vigueur du TIAN : un tournant pour la campagne d'interdiction des armes nucléaires ?*
Tiphaine de CHAMPCHESEL
78. *Le Monument OPEX et la mémoire de la 4^e génération du feu*
Marie-Caroline VAUZANGES
77. *Balles perdues. Une introduction à la prévention et à la lutte contre les trafics d'armes classiques*
Édouard JOLLY, Lucile ROBIN, Alexis CARROUGET
76. *La Collecte de la mémoire combattante au sein des forces armées (États-Unis, France).*
Christophe LAFAYE
75. *Les Représentations géopolitiques du droit international dans les négociations internationales sur la sécurité et la stabilité du cyberspace / The geopolitical representations of international law in the international negotiations on the security and stability of cyberspace*
François DELERUE, Frédéric DOUZET, Aude GÉRY
74. *Réalités opérationnelles de l'environnement arctique. Approches transdisciplinaires et transsectorielles des impacts du changement climatique dans les sous-régions arctiques*
Magali VULLIERME (dir.)

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire général

CRG1 (2S) Étienne VUILLERMET

Chef du soutien à la recherche

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2021 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique – Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Maxime Audinet est docteur en science politique et en études slaves de l'Université Paris Nanterre. Il a rejoint l'IRSEM le 1^{er} décembre 2020 en tant que chercheur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ». Il est aussi membre rattaché au Centre de recherches pluridisciplinaires multilingues (CRPM) de l'Université Paris Nanterre, où il enseigne au sein du master d'études russes et post-soviétiques.

Ses recherches actuelles portent sur les acteurs, les pratiques et les modes de diffusion de l'influence en contexte autoritaire, en particulier dans les champs médiatique et informationnel. Elles prolongent ses travaux doctoraux sur la sociologie de la diplomatie publique russe à l'ère post-soviétique.

Il a également été chercheur au centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (Ifri) entre 2018 et 2020 et a réalisé plusieurs terrains et séjours de recherche en Russie et en Ukraine. Il a enseigné à Sciences Po Paris (ATER), à l'Université Paris Nanterre et à l'Université Paris-VIII. Il est diplômé du master recherche de science politique (mention « théorie politique ») de l'école doctorale de l'IEP de Paris.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	11
INTRODUCTION	13
Une politique africaine de la Russie dominée par son <i>hard power</i>	15
L'influence informationnelle russe en Afrique : état de la recherche.....	17
CADRAGE ET MÉTHODOLOGIE.....	21
Les bornes spatio-temporelles.....	21
Le cadre instrumental : diplomatie publique, propagande et opérations informationnelles	22
Les outils d'analyse.....	24
I. L'ÉCOSYSTÈME INFORMATIONNEL RUSSE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE : ACTEURS ET PRATIQUES	27
L'empreinte africaine des médias russes internationaux.....	27
<i>Les médias russes en ASF : un meilleur maillage de Sputnik France</i>	29
<i>Un renforcement de la coopération russo-africaine dans le domaine médiatique</i> ...	32
<i>Des audiences limitées en Afrique francophone</i>	33
Les opérations d'influence russes en ASF	38
<i>En héritage : les « mesures actives » du KGB en Afrique francophone</i>	39
<i>Les campagnes contemporaines : le cas des « entreprises d'influence » d'Evgueni Prigojine en Afrique francophone</i>	43
II. ANALYSER L'INFLUENCE INFORMATIONNELLE RUSSE PAR SES CONTENUS : DES RÉCITS « ANTIFRANÇAIS » ET « PRORUSSES » ?	55
Les contenus africains de RT France et Sputnik France	57
<i>Des contenus disparates sur la présence française : la couverture de l'opération Barkhane (2018-2020)</i>	58
<i>Un traitement sélectif et aseptisé de la présence russe en Centrafrique (2018-2020)</i>	68
Les actualités africaines sur le site Observateur continental (oct. 2019-avril 2021)	80
CONCLUSION	
ARTICULER SOUVERAINISME ET PANAFRICANISME ?	87
BIBLIOGRAPHIE	91

RÉSUMÉ

Après un désengagement brutal à la chute de l'Union soviétique, la Russie reprend pied en Afrique depuis la fin des années 2000. En octobre 2019, le sommet de Sotchi a matérialisé ce retour en force. Si la coopération militaro-technique est le principal marqueur de cette présence rehaussée, l'influence informationnelle déployée par la Russie sur le continent mérite une attention particulière, tant son empreinte s'est élargie et diversifiée ces dernières années. Cette étude met en lumière ses pratiques et son écosystème disparate, ainsi que les contenus produits et diffusés par ses acteurs étatiques, non étatiques et sous-traitants en Afrique subsaharienne francophone. Alors que le président de la République a dénoncé fin 2020 la manière dont Moscou « jou[ait] sur le ressentiment post-colonial » en Afrique pour y attiser un sentiment antifrçais, nous examinons les efforts de diplomatie publique, les opérations de désinformation et les « entreprises d'influence » conduites par les acteurs russes à des fins de dénigrement ou de légitimation. L'étude propose une méthode originale fondée sur l'analyse textuelle et lexicométrique, à partir de deux cas emblématiques : la couverture de l'opération Barkhane et le traitement des actualités en République centrafricaine.

INTRODUCTION

L'intrigue de cette fable prend place dans une ferme d'une région fertile de la Centrafrique. L'Éléphant, l'animal le plus laborieux, jouit aussi des récoltes les plus abondantes. Attaqué par un groupe de Hyènes, il fait un jour appel au Lion, protecteur des faibles et garant de l'ordre social. Ce dernier est visuellement associé au drapeau centrafricain. Submergé à son tour par les charognards, le Lion n'a d'autre choix que de s'en remettre à l'Ours de la taïga, « venu d'un grand pays du nord qui s'appelle la Russie ». L'Ours accourt, mû par un esprit d'entraide, à la rescousse de son vieil ami. Les Hyènes sont repoussées, et la paix rétablie dans la ferme grâce à la coopération des deux prédateurs.

Publiée le 18 juillet 2019 sur une chaîne YouTube créée un mois plus tôt, et comptant quelques abonnés, cette vidéo racontée en français par une voix enfantine à l'accent slave est, à bien des égards, un inoffensif dessin animé¹. Pourtant, dans une version anglophone supprimée par la suite, une séquence montrait les Hyènes rassemblées autour des drapeaux français et américain². La fable du Lion, de l'Ours et des Hyènes est en effet un contenu façonné et propagé par un acteur de l'influence informationnelle russe en République centrafricaine (RCA). Projeté dans des cinémas gratuits pour les enfants à Bangui, le dessin animé a été produit, comme l'indique son générique, par Lobaye Invest, une société de prospection minière en Centrafrique spécialisée dans l'extraction d'or et de diamants. Cette compagnie est contrôlée, *via* un associé, par l'homme d'affaires russe Evgueni Prigojine³. Lobaye Invest, qui a obtenu un permis de recherches dans la

1. Voir, sur la chaîne YouTube, « Ulybaemsâ i mašem », *LionBear*, <https://www.youtube.com>.

2. *More-Troll Komat: French and Russian Influence Operations Go Head to Head Targeting Audiences in Africa*, Joint Report by Graphika and the Stanford Internet Observatory, décembre 2020, p. 10-11.

3. « Èks-glava svâzannoj s Prigožinym firmy polučil almaznyj kontrakt v CAR » [L'ex-directeur d'une entreprise affiliée à Prigojine a obtenu un contrat de prospection de diamants], RBK, 23 avril 2019, <https://www.rbc.ru> ; Poline

préfecture de la Lobaye signé de la main du président Touadéra⁴, a fait partie des entités sanctionnées par le Trésor américain en septembre 2020 pour ses liens étroits avec les mercenaires russes de la société militaire privée (SMP) Wagner⁵.

La présence de la France en Afrique subsaharienne francophone semble être une cible de ces opérations d'influence, entraînant de nombreuses réactions des autorités françaises. Dans son entretien accordé en novembre 2020 au magazine *Jeune Afrique*, le président Emmanuel Macron s'alarmait de la montée du sentiment antifrançais sur le continent, en pointant directement du doigt « la stratégie à l'œuvre [...] des puissances étrangères, comme la Russie et la Turquie, qui jouent sur le ressentiment post-colonial⁶ ». Le 12 janvier 2021, devant l'Assemblée nationale, la ministre des Armées Florence Parly reprenait ce constat en ajoutant que Moscou et Ankara « cherch[ai]ent à s'imposer, s'infiltrer dans les interstices et toujours à nous discréditer » au Sahel⁷. Quant à la RCA, le président français affirmait dans un entretien au *JDD*, le 30 mai 2021, que « ce discours anti-français permet[tait] de légitimer une présence de mercenaires prédateurs russes au sommet de l'État, avec un président Touadéra qui est aujourd'hui l'otage du groupe Wagner⁸ ». Le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian prévenait déjà lors d'un déplacement à Bangui en novembre 2018 que la « Centrafrique

Tchoubar, « La nouvelle stratégie russe en Afrique subsaharienne : nouveaux moyens et nouveaux acteurs », *Notes de la FRS*, 21/19, octobre 2019.

4. « Centrafrique : Lobaye invest sarlu décroche un permis de recherche », <https://www.centrafriqueledefi.com>.

5. « Treasury Increases Pressure on Russian Financier », U.S. Department of the Treasury, 23 septembre 2020, <https://home.treasury.gov>.

6. « Exclusif - Emmanuel Macron : "Entre la France et l'Afrique, ce doit être une histoire d'amour" », *Jeune Afrique*, 20 novembre 2020.

7. « La ministre des Armées accuse la Turquie et la Russie de chercher à discréditer les forces françaises au Sahel », *Zone militaire*, 13 janvier 2021, <http://www.opex360.com>.

8. « Immigration, terrorisme, colonisation... Les confidences de Macron en Afrique », *Le Journal du dimanche*, 29 mai 2021.

n'[était] pas un terrain de jeu » et que Moscou devait « dire publiquement » quelles y étaient ses intentions⁹.

UNE POLITIQUE AFRICAINE DE LA RUSSIE DOMINÉE PAR SON HARD POWER

Après un retrait progressif durant la perestroïka et un désengagement brutal à la chute de l'Union soviétique, la Russie a repris pied sur le continent africain depuis la fin des années 2000, principalement dans le domaine de la coopération militaro-technique¹⁰. Dans le contexte de la crise ukrainienne et des sanctions occidentales émises à la suite de l'annexion de la Crimée, cette présence réhaussée a d'abord été motivée par la nécessité pour la Russie de trouver de nouveaux partenaires économiques¹¹. En octobre 2019, le sommet Russie-Afrique de Sotchi a été l'occasion de matérialiser ce retour en force, alors que l'Afrique occupait une place marginale dans la dernière doctrine russe de politique étrangère de 2016¹². Moscou s'y est affiché aux yeux des 43 chefs d'État et de gouvernement africains présents comme un partenaire économique pragmatique (à commencer par le marché de l'armement), un prestataire de sécurité compétent dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, ainsi qu'une digue contre les tentatives de déstabilisation – « printemps arabes », « révolutions de couleur » ou renverse-

9. « Jean-Yves Le Drian : "La Centrafrique n'est pas un terrain de jeu" », *France 24*, 3 novembre 2018.

10. Alexandra Arkhangelskaya, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, 4:248, 2013, p. 61-74.

11. Arnaud Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », dans *Russie.Nei. Visions*, Ifri, 114, avril 2019.

12. L'Afrique est reléguée à l'article 99 de la doctrine, qui dispose que « la Russie élargira sa coopération diversifiée avec les États d'Afrique sur une base bilatérale et multilatérale par le perfectionnement du dialogue politique, le développement de liens commerciaux et économiques mutuellement avantageux [...] et contribuera à la prévention des conflits régionaux et des situations de crise, ainsi qu'au règlement des conflits en Afrique » (*Doctrine de politique étrangère de la Fédération de Russie*, 30 novembre 2016, <https://www.mid.ru>).

ment des régimes en place – aiguillonnées par les pays occidentaux¹³. Le groupe Wagner, dont les mercenaires ont été identifiés au Soudan et en RCA dès 2018, est aujourd'hui l'un des acteurs les plus emblématiques de cette coopération¹⁴.

En revanche, l'Afrique subsaharienne est l'une des régions du monde où les capacités de *soft power* de la Russie et son dispositif de diplomatie publique sont les moins développés. Moscou cherche encore à faire fructifier l'héritage immatériel de son soutien aux luttes anticoloniales et anti-impérialistes pendant la guerre froide ; mais sa diplomatie culturelle repose essentiellement sur les structures vieillissantes des sociétés d'amitié soviétiques. Seuls cinq centres russes pour la science et la culture (RTsNK) ont été maintenus en Afrique, à Lusaka, Addis-Abeba, Dar es Salam, Pretoria et Brazzaville. Le maillage de l'écosystème médiatique international mis sur pied par la Russie à partir du milieu des années 2000, sur lequel nous revenons dans cette étude, est aussi beaucoup moins dense en Afrique subsaharienne que d'autres régions, y compris en Afrique du Nord. Depuis une dizaine d'années, en revanche, les universités russes, à commencer par celle de l'Amitié des peuples (RUDN)¹⁵, accueillent chaque année entre 7 000 et 9 000 étudiants originaires d'un pays d'Afrique subsaharienne, soit un niveau comparable à celui des années 1980. Attirés par un enseignement moins onéreux qu'en Occident, les étudiants nigériens, angolais, zambiens et ghanéens sont les plus représentés. Ils choisissent davantage des cursus en

médecine et en pharmacologie qu'en ingénierie, en agronomie et en sciences humaines, qui dominaient à l'époque soviétique¹⁶.

L'INFLUENCE INFORMATIONNELLE RUSSE EN AFRIQUE : ÉTAT DE LA RECHERCHE

À cheval sur les puissances « douce » et « dure », l'influence informationnelle de la Russie en Afrique, de même qu'en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, a été relativement peu étudiée jusqu'à une période récente. La situation peut sembler paradoxale à double titre. D'une part, les États du tiers-monde représentaient une cible prioritaire de la propagande et des opérations informationnelles qui accompagnaient l'expansion politique et idéologique de l'Union soviétique durant la guerre froide¹⁷ ; l'opportunité pour la Russie post-soviétique de s'appuyer sur ce savoir-faire historique et de réactiver ses méthodes mérite d'être interrogée, parallèlement à la relance de sa politique africaine. D'autre part, même si l'espace post-soviétique, les pays occidentaux et le Moyen-Orient sont aujourd'hui les principaux espaces de projection de la diplomatie publique russe, ses acteurs manifestent l'ambition de l'étendre sur le continent africain depuis le milieu des années 2010, sans toutefois en détailler les réalisations objectives.

Des travaux précurseurs ont été menés depuis 2018. Kevin Limonier a ainsi proposé une cartographie de la propagation des contenus francophones produits par RT et Sputnik – les deux

13. Sergueï Sukhankin, « Terrorist Threat as a Pre-Text: Russia Strengthens Ties with G5 Sahel », *Terrorism Monitor*, The Jamestown Foundation, 18:6, mars 2020.

14. Emmanuel Dreyfus, « Les sociétés militaires privées en Russie : À l'est, quoi de nouveau ? », Note de recherche 63, IRSEM, octobre 2018 ; Kimberly Marten, « Russia's use of semi-state security forces: the case of the Wagner Group », *Post-Soviet Affairs*, 35:3, 2019, p. 181-204.

15. Sur l'histoire de ce fleuron de l'internationalisme soviétique, destinée à former une *intelligentsia* soviétophile en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Asie, voir : Constantin Katsakioris, « The Lumumba University in Moscow: higher education for a Soviet-Third World alliance, 1960-91 », *Journal of Global History*, 14:2, 2019, p. 281-300.

16. « Počemu afrikanske studenty postupaût v rossijskie vuzy i kakie professii vybiraiût » [Pourquoi les étudiants africains candidatent aux universités russes et quelles professions ils choisissent], TASS, 21 octobre 2019, <https://tass.ru>.

17. Voir, sur le rôle de Radio Moscou et du KGB dans les pays du tiers-monde : Philo C. Wasburn, « Voice of America and Radio Moscow Newscasts to the Third World », *Journal of Broadcasting & Electronic Media*, 32:2, 1988, p. 197-218 ; Kristin Roth-Ey, « How Do You Listen to Radio Moscow? Moscow's Broadcasters, "Third World" Listeners, and the Space of the Airwaves in the Cold War », *The Slavonic and East European Review*, 98:4, p. 712-741 ; et Christopher Andrew, Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive II: The KGB in the World*, Londres, Penguin, 2018 (2005), 677 p.

principaux représentants de l'audiovisuel extérieur public de la Russie – sur les réseaux numériques africains. Limonier établit une typologie des « relais informationnels » (plateformes d'intermédiation, agrégateurs de contenus, sites généralistes ou militants, blogs) qui reprennent les contenus produits par ces deux médias, dopent leur visibilité et accroissent leur notoriété en Afrique. Dans un contexte de numérisation généralisée de la presse sensationnaliste – ou « presse jaune » – en Afrique, la majorité des 622 sites identifiés relaie les articles de RT et Sputnik de manière indistincte, à des fins lucratives ou d'auto-légitimation, et les considère comme des sources « normales ». D'autres le font de manière plus active, par affinité éditoriale ou pour appuyer un agenda politique local, notamment en Algérie, au Cameroun ou en Côte d'Ivoire¹⁸. Citons, parmi les sites-relais généralistes populaires, mediacongo.net en République démocratique du Congo (RDC), bamada.net au Mali ou senegalinfos.com au Sénégal ; et parmi les sites militants, « alternatifs » ou complotistes, afriquemedias.tv (le site de la chaîne anti-impérialiste se réclamant du panafricanisme Afrique Media, installée à Douala et très critique de la présence française) et africa24.info (très consulté en Côte d'Ivoire)¹⁹.

Cette étude prolonge ce « premier déblayage » en mettant en lumière l'écosystème hétérogène de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone (ASF), ainsi que les contenus produits et diffusés par ses acteurs. Nous soulevons trois questions de recherche. Sur quelles pratiques d'influence la Russie s'appuie-t-elle dans l'espace informationnel africain

18. Kevin Limonier, « Diffusion de l'information russe en Afrique : Essai de cartographie générale », Note de recherche 66, IRSEM, 2018, 21 p.

19. *Ibid.*, p. 13. Voir également l'enquête conjointe de France 24 et de l'EU DisinfoLab, « Africa24.info, 24jours.com et Cie : enquête sur un réseau de désinformation en Afrique », France 24, 16 mars 2020. Un phénomène similaire de reprise des contenus de RT et Sputnik a été observé avec certains sites connus de « réinformation » ou conspirationnistes, souvent proches de l'extrême droite, comme les sites français, canadien et américain Égalité et Réconciliation, Mondialisation.ca et InfoWars.

francophone (Q1) ? Quels récits²⁰ dominent dans les contenus produits, notamment lorsqu'il s'agit de couvrir la présence française et la présence russe dans la région (Q2) ? Les jugements de valeur et les tonalités utilisés varient-ils en fonction de la place des producteurs de contenus sur le spectre de l'influence informationnelle (voir *infra*) (Q3) ?

20. Sur la notion de récit, nous renvoyons aux travaux de Roselle, Miskimmon et O'Loughlin sur les « récits stratégiques » [*strategic narratives*]. Produits et diffusés par des acteurs d'influence à destination de publics étrangers, ces récits sophistiqués et récurrents visent « à créer un consensus autour de significations communes ». En délivrant des représentations déterminées (du monde, des événements, d'un agenda, etc.), les récits stratégiques cherchent à façonner les perceptions en attirant l'attention sur les atouts de l'agent émetteur ou de ses commanditaires, ou bien en mettant l'accent sur les défauts de l'adversaire (« Strategic Narrative: A New Means to Understand Soft Power », *Media, War & Conflict*, 7:1, 2014, p. 71-73).

CADRAGE ET MÉTHODOLOGIE

LES BORNES SPATIO-TEMPORELLES

Ce travail, d'abord centré sur la Russie et ses pratiques d'influence, n'aspire pas à l'exhaustivité géographique en disséquant leur déploiement dans l'ensemble des États d'ASF (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Guinée, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Tchad, Cameroun, République centrafricaine, Gabon, Congo, Guinée équatoriale, République démocratique du Congo, Rwanda, Burundi, Djibouti et Madagascar)¹. L'auteur n'est pas non plus un spécialiste de l'Afrique et ne prétend pas restituer dans toute leur subtilité les particularités socioculturelles et le contexte politique de chacun de ces pays, en montrant la manière dont les acteurs russes les exploitent pour ajuster et optimiser leurs campagnes. C'est donc bien la présence de la France et celle de la Russie en ASF qui nous intéressent en premier lieu dans les contenus analysés, plutôt que les actualités intérieures des pays cités. Leur traitement spécifique par les médias russes mériterait certainement une autre recherche, conduite cette fois-ci par un africaniste.

Deux cas d'études sont ainsi explorés, qui incarnent à leur façon ces deux présences : l'opération Barkhane, menée par l'armée française dans cinq États sahéliens (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad et Mauritanie) depuis août 2014, à la suite des opérations Serval et Épervier² ; et la RCA, où la Russie s'est implantée fin 2017 à la demande du président Touadéra et avec l'aval de l'ONU, en investissant l'espace laissé vacant après le retrait de l'opération française Sangaris (2013-2016). La Centrafrique est en effet devenue ces dernières années le principal point d'appui

1. Précisons que la proportion de francophones estimée est très variable selon les pays avec, par exemple, 17 % de la population malienne, 33 % de la population ivoirienne et 66 % de la population gabonaise en 2018, selon l'Observatoire mondial de la francophonie. Voir : <http://observatoire.francophonie.org>.

2. Le président français Emmanuel Macron a annoncé en juin 2021 la fin prochaine de l'opération.

et laboratoire des opérations d'influence menées par la Russie en Afrique subsaharienne.

Nous étudions enfin les contenus produits par les acteurs de l'influence informationnelle russe sur une période de trois ans, du début de l'année 2018 au début de l'année 2021.

LE CADRE INSTRUMENTAL : DIPLOMATIE PUBLIQUE, PROPAGANDE ET OPÉRATIONS INFORMATIONNELLES

L'influence informationnelle – à ne pas confondre avec le même concept inventé par Deutsch et Gerard en psychologie sociale – est une notion instrumentale empruntée au champ académique et au discours politique russes [*informatsionnoïe vozdeïstvïe*]. Très utilisée dans les dernières doctrines³, elle présente l'avantage d'embrasser l'ensemble des pratiques d'influence qui mobilisent des ressources et des technologies informationnelles pour atteindre une cible ou obtenir un résultat.

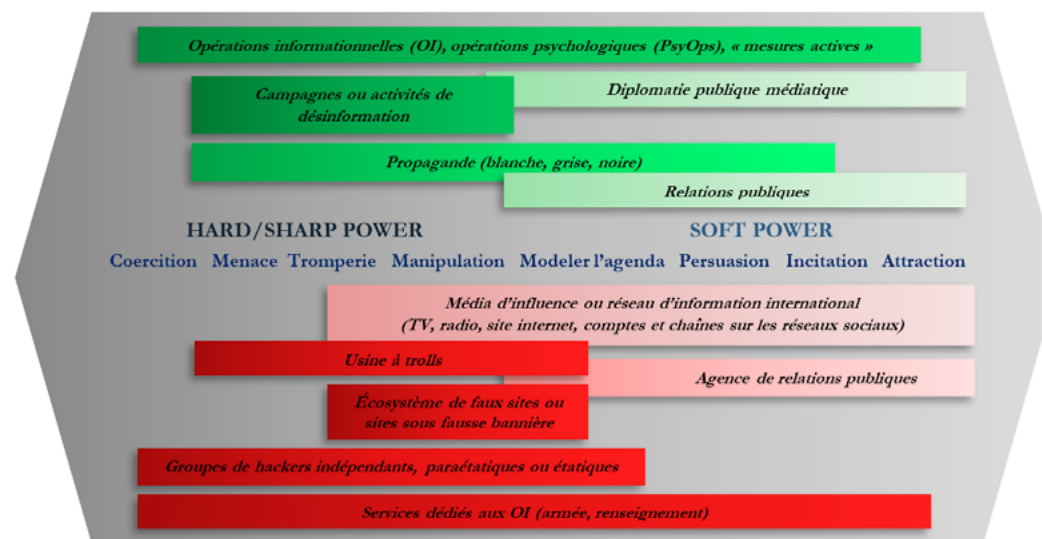
Nous en proposons ici une représentation spectrale, inspirée des travaux de Steven Lukes et Joseph Nye sur les « trois faces » de la puissance et le *soft power*⁴. Ce spectre de l'influence informationnelle s'étend de ses modes de conduite (en bleu) les plus coercitifs aux plus incitatifs et intègre les pratiques (en vert) et les acteurs (en rouge) qui leur sont associés (voir figure 1). Malgré son caractère parcellaire, ce schéma pourrait servir de base à un effort de typologie plus détaillé.

3. L'expression est employée dans la doctrine militaire de décembre 2014, la stratégie de sécurité nationale de décembre 2015 et, surtout, dans la doctrine de sécurité informationnelle de décembre 2016.

4. Voir : Steven Lukes, *Power: A Radical View*, New York, Palgrave Macmillan, 2^e éd., 2005 (1974), p. 14-59, et Joseph S. Jr. Nye, *The Future of Power*, New York, PublicAffairs, 2011, p. 21 et 91-94.

Figure 1

Spectre des modes de conduite, des pratiques et des acteurs de l'influence informationnelle



L'étendue des pratiques étudiées dans ce travail sur l'influence informationnelle russe en ASF concerne la diplomatie publique médiatique⁵ et la propagande⁶, deux tableaux sur

5. La diplomatie publique médiatique désigne les « efforts planifiés d'un gouvernement pour influencer une opinion publique étrangère à travers des canaux médiatiques, y compris des médias rétribués, acquis, possédés ou partagés, dans le but de susciter une adhésion à ses objectifs de politique étrangère » (Guy J. Golan, *et al.*, « Mediated Public Diplomacy Redefined: Foreign Stakeholder Engagement via Paid, Earned, Shared, and Owned Media », *American Behavioral Scientist*, 63:12, 2019, p. 1670).

6. La diplomatie publique et la propagande ont le même objectif mais se distinguent sur le mode de communication à l'œuvre. Alors que la propagande est un processus à sens unique, qui verrouille chez son destinataire toute possibilité de réponse et de délibération, la diplomatie publique est une « rue à double sens », un processus de persuasion par le dialogue et l'interaction, selon Jan Melissen (« Wielding Soft Power: The New Public Diplomacy », *Clingendael Diplomacy Papers*, 2, mai 2005, p. 19-22). Rhonda Zaharna ajoute que la propagande manipule délibérément son message en dissimulant certains aspects et en forçant son audience à accepter le message ; plus transparente, la

lesquels jouent les médias russes internationaux, ainsi que la partie la plus visible des opérations d'influence et de désinformation menées par les acteurs russes en ASF. Ces pratiques sont celles qui produisent le plus de données accessibles pour le chercheur. Si celles-ci prennent majoritairement place dans l'espace numérique, d'autres canaux traditionnels sont abordés, comme la télévision et la radio. Nous revenons sur la place qu'y occupe l'écosystème médiatique d'État russe et sur certaines « entreprises d'influence », menées en partie en Afrique par des acteurs non étatiques ; nous analysons ensuite les contenus produits par les rédactions francophones de RT et Sputnik, puis par un site sous fausse bannière lié à la Russie, Observateur continental. Sont donc exclues du champ de recherche les pratiques non informationnelles de l'influence russe en Afrique, comme sa diplomatie culturelle, sa présence économique ou son action strictement militaro-sécuritaire (opérations spéciales, formation, protection de personnalités, etc.). Faute d'accès aux données, les pratiques informationnelles qui ne sont pas à l'origine de contenus immédiatement attribuables (production et/ou diffusion) à des acteurs russes – comme une campagne clandestine de désinformation en ligne – ne sont pas non plus incluses dans la deuxième partie.

LES OUTILS D'ANALYSE

Cette étude entend contribuer à la recherche en sciences sociales sur l'influence, la diplomatie publique et la désinformation à partir d'une sociologie de leurs acteurs et d'une approche fondée sur l'analyse lexicométrique. Elle repose plus largement sur une méthodologie mixte à dominante qualitative.

L'analyse des contenus produits par les acteurs de l'influence informationnelle, notamment dans le domaine médiatique,

diplomatie publique rejette par essence la tromperie et la contrainte et tolère que ses audiences acceptent ou rejettent les messages qu'elle véhicule (*Battles to Bridges: US Strategic Communication and Public Diplomacy after 9/11*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010, p. 78).

représente une méthode féconde et prometteuse pour l'étude de cet objet⁷. Deux outils d'analyse textuelle sont exploités dans l'étude pour aider à l'interprétation ; une connaissance générale préalable des contenus et de leur contexte de production est donc indispensable pour la poursuite de l'analyse. Le premier outil, IRaMuTeQ (Interface de R pour les analyses multidimensionnelles de textes et de questionnaires), est un logiciel libre de lexicométrie qui s'appuie sur le logiciel de statistique R et sur le langage Python⁸. Il permet d'établir des analyses statistiques du lexique utilisé dans des corpus volumineux, tels qu'un roman ou un recueil de poésie, les données écrites d'un écosystème de compte sur les réseaux sociaux⁹ ou, dans notre cas, les archives d'un site d'information. Les contenus textuels sont recueillis manuellement ou à partir de bases de données comme Factiva ou Europress. Parmi ses fonctionnalités, IRaMuTeQ réorganise formellement des séquences de textes après les avoir segmentées au moyen de la méthode du logiciel Alceste (ou « méthode Reinert »). Cette méthode de « classification hiérarchique descendante » (CHD) permet de mettre en lumière les thèmes dominants d'un corpus de textes – ses « mondes lexicaux », pour reprendre l'expression de Max Reinert¹⁰ – en observant la distribution des termes dans chaque segment. Le logiciel catégorise les segments par classes lexicales, sous la forme d'un dendrogramme, en fonction de la proximité des formes qui la composent. Dans notre cas, le vocabulaire de chaque texte est

7. Cette méthode a été utilisée par le « collectif de chercheurs du centre GEODE » dans une étude sur le site AJ+, branche du réseau qatari Al Jazeera, « AJ+ : derrière la modernité, le média d'influence du Qatar », *La Revue des médias*, 1^{er} décembre 2020.

8. Pierre Ratinaud, Lucie Loubère, « Documentation IRaMuTeQ : 0.6 alpha 3 version 0.1. », 2014, 37 p.

9. Voir, par exemple : Nikos Smyrniotis, Pierre Ratinaud, « Comment articuler analyse des réseaux et des discours sur Twitter : L'exemple du débat autour du pacte budgétaire européen », *Tic & Sociétés*, 7:2, 2013, p. 120-147.

10. Les « mondes lexicaux » renvoient à « des espaces de référence associés à un grand nombre d'énoncés » (Max Reinert, « Les "mondes lexicaux" et leur "logique" à travers l'analyse statistique d'un corpus de récits de cauchemars », *Langage & Société*, 66, 1993, p. 12).

lemmatisé (noms ramenés au singulier, verbes à l'infinitif, etc.) et seules les formes dites « actives » (les noms, les adjectifs – hors possessifs, démonstratifs, etc. –, les verbes – hors « être », « avoir », etc. –, et les adverbes) sont analysées.

Le deuxième instrument, mobilisé en contrepoint d'IRaMuTeQ, est l'outil de monitoring des actualités télévisuelles Television Explorer de la base GDELT (Global Database of Events, Language, and Tone). Cet outil puise dans les données de la bibliothèque numérique *Internet Archive* et répertorie tous les termes utilisés dans les programmes d'actualité de plusieurs dizaines de chaînes de télévision – dont la chaîne anglophone de RT – en divisant leur temps d'antenne en intervalles de 15 secondes. Il permet ainsi d'élaborer une analyse lexicométrique en déterminant la manière dont certains mots-clefs sont utilisés à l'antenne, et avec quelle occurrence, sur un média particulier.

Une troisième dimension de l'analyse de contenus consiste à mettre en évidence les effets recherchés par les auteurs des articles des corpus en observant les jugements de valeur induits par leur lexique (mélioratifs, péjoratifs, neutres) et leur tonalité dominante (polémique, satirique, etc.). Elle est exercée manuellement, article par article, et centrée sur la question du rapport à la présence française et à la présence russe en ASF.

Plusieurs outils de cadrage quantitatifs sont enfin exploités pour préciser les audiences africaines de RT et Sputnik (SimilarWeb) et les interactions (*likes*, commentaires, partages) réalisées à partir de leurs contenus sur les réseaux sociaux (CrowdTangle).

La première partie de l'étude revient sur l'empreinte des médias d'influence officiels RT et Sputnik en ASF, ainsi que sur les actions informationnelles plus souterraines ou officieuses déployées par des acteurs russes non étatiques ou par des tiers subventionnés ; la deuxième partie présente l'analyse des contenus produits par ses différents acteurs, à partir de trois corpus d'articles liés à la présence française et la présence russe dans la région.

I. L'ÉCOSYSTÈME INFORMATIONNEL RUSSE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE : ACTEURS ET PRATIQUES

Cette partie examine les deux pratiques principales de l'influence informationnelle russe en ASF : sa diplomatie publique et sa propagande médiatiques, officielles et ouvertes ; ses opérations d'influence et de désinformation, non officielles (voire privées), sous-traitées et moins directement visibles. Elle tente ce faisant de mettre en évidence la pluralité et la relative flexibilité des acteurs impliqués, avant d'analyser par la suite leurs contenus.

L'EMPREINTE AFRICAINE DES MÉDIAS RUSSES INTERNATIONAUX

L'audiovisuel extérieur public russe contemporain a été édifié en deux temps. Sa première pierre, la chaîne Russia Today, a été posée en 2005 sur des fondements modestes, à l'initiative de l'administration du président Poutine. Quinze ans plus tard, le réseau RT s'est imposé comme le principal acteur de l'influence informationnelle de la Russie, avec trois chaînes d'information installées dans ses locaux moscovites (RT International, RT Arabic, RT en Español), trois chaînes locales basées à Washington (RT America), Londres (RT UK) et Paris (RT France)¹, six sites d'information en ligne, une chaîne documentaire, une agence de vidéo à la demande (Ruptly) et plusieurs dizaines de comptes, très prolifiques, sur les réseaux sociaux. Son budget considérable de 330 millions d'euros en 2020 en fait aujourd'hui l'un des grands acteurs de l'espace médiatique international.

L'agence Sputnik, lancée au cœur de la crise ukrainienne à la fin de l'année 2014, est le deuxième pilier de ce dispositif. Avec trente sites multilingues (dont le français, l'anglais, le portugais, l'arabe et l'espagnol), Sputnik est la branche internationale de

1. Le lancement d'une septième chaîne de télévision en allemand (RT DE) est prévu pour la fin de l'année 2021.

l'agence fédérale Rossia Segodnia, fondée en décembre 2013 à la suite d'une restructuration controversée ayant abouti à la disparition de l'agence de presse RIA Novosti et de La Voix de la Russie. Sputnik est en cela l'héritière du Sovinformburo et de Radio Moscou à l'époque soviétique : la radio internationale soviétique diffuse d'ailleurs vers l'Afrique en français et en anglais dès la fin des années 1950, avant d'ouvrir onze branches en langues africaines (dont le bambara, le peul, le haoussa, le swahili et le malgache) dans les années 1960 et 1970². Doté d'un budget de 92 millions d'euros en 2020, Rossia Segodnia draine avec RT plus d'un tiers de l'ensemble des subventions versées par l'État russe aux médias publics.

RT, et dans une moindre mesure Sputnik, se présentent aujourd'hui moins comme des sources russes à l'étranger que comme des médias transnationaux « alternatifs », qui « dévoil[ent] ce dont les autres ne parlent pas » et invitent à « ose[r] questionner », selon leurs devises respectives. Cette posture se traduit par une ligne éditoriale composite, critique de « l'Occident libéral » mais compatible avec la ligne officielle russe, sympathisante du souverainisme eurosceptique et de la gauche anti-impérialiste latino-américaine, attirée par les événements de crise et les actualités sensationnalistes qui affichent des fractures sociales à l'écran³. Plus qu'aucun autre instrument de diplomatie publique, ces médias véhiculent une orientation négative du *soft power* russe qui cherche davantage à dénigrer l'adversaire qu'à renforcer la « puissance d'attraction » de la Russie à l'étranger. Depuis la crise ukrainienne et les accusations d'ingérence russe dans les élections présidentielles américaines et françaises de 2016 et 2017, RT et Sputnik sont souvent critiqués comme des vecteurs de désinformation et des « organes

2. Mark D. Winek, « Radio as a Tool of the State: Radio Moscow and the Early Cold War », *Comparative Humanities Review*, 3:9, 2009, p. 103.

3. Je me permets de renvoyer à mes travaux sur les médias d'influence russe : « [Comment RT et Sputnik tissent la toile de Moscou à l'étranger](#) », *La Revue des médias*, juin 2019 ; et *Le réseau Russia Today (RT) : Un média d'influence au service de l'État russe*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, coll. « Médias et Humanités », 2021 (à paraître).

de propagande mensongère », pour citer Emmanuel Macron en 2017⁴ ; leur exemple est aussi fréquemment convoqué dans les débats consacrés à la lutte contre les manipulations de l'information⁵. Par leur communication relativiste et sarcastique, ces deux médias russes s'efforcent de dévaluer ces critiques et de les tourner à leur avantage, afin de cautionner leur positionnement et augmenter leur notoriété.

Cette élasticité éditoriale et idéologique permet enfin à RT et Sputnik d'adapter leurs contenus en fonction des publics ciblés pour trouver une niche dans leurs zones de diffusion et favoriser leur propagation par des sources tierces. C'est précisément la déclinaison africaine de RT France et Sputnik France que nous explorons dans cette section.

Les médias russes en ASF : un meilleur maillage de Sputnik France

Lors de la création des sites Sputnik France et RT en français en 2014 et 2015, et à plus forte raison avec le lancement de la chaîne RT France fin 2017, les audiences françaises apparaissent comme les plus ciblées. Pourtant, leurs rédactions, soutenues par les autorités russes, affirment rapidement vouloir étendre leur portée à d'autres espaces francophones, en Belgique, en Suisse, au Québec et en Afrique, qui représentent leur réservoir d'audience le moins exploité et le plus prometteur. Ce ciblage vise d'abord le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, en coopération avec les versions arabophones de RT et Sputnik. « Nous espérons que le lancement de la chaîne française [de RT] va générer un nouvel agenda informationnel dans notre programme de coopération avec les pays d'Afrique du Nord, qui sont traditionnellement en zone francophone », déclarait le vice-ministre russe des Communications Alekseï Voline en décembre 2017⁶.

4. « [Macron flingue Russia Today et Sputnik qu'il qualifie d'"organes de propagande mensongère"](#) », France 24, 29 mai 2017.

5. Voir, entre autres : Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *et al.*, *Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, Rapport CAPS/IRSEM, Paris, août 2018, 212 p.

6. « *Zamglavy Minkomsvâzi: zapusk RT France otkryvaet novye očen' širokie perspektivy* » [Vice-ministre des communications : le lancement de

La présidente de RT France, Xenia Fedorova, affirmait dans une interview à *Jeune Afrique* en 2019 avoir voulu « dès le début [...] offrir plus de diversité d'opinion au public français, mais aussi francophone. Il y a aujourd'hui 300 millions de francophones dans le monde et près de 60 % d'entre eux sont en Afrique [...]. Nos publics en Algérie, au Maroc et en Tunisie, notamment, ont un appétit pour la diversité des sources d'information, et c'est ce que nous voulons leur apporter⁷ ». Un premier jalon a été posé en mars 2019, puisque la chaîne RT France est devenue accessible en haute définition au Maroc, en Algérie et en Tunisie après avoir rejoint le bouquet de chaînes de télévision de l'opérateur émirati Yahlive. L'annonce par Fedorova de l'ouverture d'un bureau de RT « dans un pays d'Afrique du Nord⁸ » n'a pour l'instant pas été concrétisée.

Qu'en est-il de l'empreinte actuelle effective des deux médias en ASF ? Sur les vingt-cinq bureaux que comptait RT dans le monde en 2018, aucun n'est situé en Afrique francophone. Le seul relais de correspondance africain du réseau est situé au Caire et alimente principalement les chaînes RT Arabic et RT International. La chaîne RT France est néanmoins disponible en Afrique de l'Ouest par le bouquet satellite TNT SAT Africa, sans que ses audiences soient connues. Sputnik France est nettement mieux implanté dans la région. Dès la fin de l'année 2018, en amont du sommet de Sochi, la rédaction a considérablement renforcé sa couverture des actualités africaines, en développant un important réseau de correspondants et de journalistes freelance sur le continent. Une douzaine de journalistes africains ont ainsi été recrutés par Sputnik France en 2019 et 2020, comme Roland Klohi (correspondant en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso), Manal Zainabi (correspondante au Maroc), Tarek Hafid (correspondant en Algérie), Anicet Simo (correspondant au Cameroun couvrant aussi le Tchad et la RCA) ou encore Alphonse Logo (qui couvre depuis Lomé les actualités togolaises, béninoises et

RT France ouvre de nouvelles perspectives très étendues], *RT na russkom*, 18 décembre 2017, <https://russian.rt.com>.

7. « Forte de son succès sur le web, RT France lance son offre HD à destination du Maghreb », *Jeune Afrique*, 6 mars 2019.

8. *Ibid.*

nigériennes). Sputnik France affiche d'ailleurs toujours sur son site une offre d'emploi pour des « correspondants basés à Dakar, Abidjan, Libreville, etc. ». Les conditions salariales proposées par Sputnik France à ces journalistes seraient non seulement bien plus élevées que les rémunérations habituelles proposées dans les pays africains concernés, mais aussi compétitives par rapport à celles d'autres médias internationaux, dont France 24 et RFI. Christine H. Gueye, une journaliste spécialiste de l'Afrique de l'Ouest et ancienne correspondante pour la presse française, a joué un rôle important dans la consolidation du maillage de Sputnik France dans la région. Engagée au printemps 2019 en tant que coordinatrice du bureau Afrique, et animatrice d'une émission dédiée, Gueye a semble-t-il permis une montée en gamme de la couverture par Sputnik France des actualités africaines⁹, avant de quitter la rédaction en octobre 2020.

En outre, la réputation des médias russes internationaux parmi les élites politiques et experts africains semble meilleure qu'en Europe. Avant et pendant le sommet de Sochi, la présentatrice de RT France Samantha Ramsamy a pu s'entretenir avec de nombreux chefs d'État d'ASF, comme les présidents Touadéra (RCA), Keïta (Mali), Kaboré (Burkina Faso), Issoufou (Niger) et Tshisekedi (RDC)¹⁰. Sputnik France a de son côté mené des interviews, souvent plus abouties, avec des responsables politiques de premier plan, comme le président Touadéra, mais aussi le ministre des Affaires étrangères du Togo Robert Dussey ou les anciens Premiers ministres guinéen et malien Kabiné Komara et Moussa Mara. Ses journalistes semblent avoir un accès privilégié aux officiels centrafricains, à commencer par le président Touadéra, son porte-parole et plusieurs ministres. Certains chercheurs ou experts africains reconnus, comme Gilles Yabi (WATHI), Bakary Sambe (Institut Timbuktu), William Assanvo (ISS Africa), Alioune Tine

9. Jusqu'en novembre 2018, les actualités africaines de Sputnik France étaient en grande partie couvertes, avec un parti pris nettement plus militant, par Mikhaïl Gamandiy-Egorov, sur lequel nous reviendrons.

10. Malgré sa présence à Sochi, le président tchadien défunt Idriss Déby, réputé proche du gouvernement français et méfiant vis-à-vis de l'influence russe en Afrique, n'a pas fait partie de la liste des interviewés.

(AfrikaJom Center) ou Adama Coulibaly (économiste et directeur d'Oxfam en Afrique de l'Ouest), ont enfin accordé de nombreux entretiens à Sputnik France et RT France, contribuant ainsi à la robustesse de certains contenus.

Un renforcement de la coopération russo-africaine dans le domaine médiatique

Lors d'une session du sommet de Sotchi consacrée au rôle des médias dans les relations russo-africaines, le représentant spécial du président pour le Moyen-Orient et l'Afrique Mikhaïl Bogdanov, artisan-clef de la politique africaine de la Russie, enjoignait à RT et Sputnik d'interagir avec les agences de presse africaines pour diffuser leurs contenus francophones¹¹. Pour renforcer sa position dans le paysage médiatique des pays ciblés, l'agence Rossia Segodnia a signé ces dernières années des dizaines d'accords de coopération avec des médias étrangers¹². Plusieurs pays d'Afrique subsaharienne francophone sont concernés. En mai 2019, le chef adjoint de l'agence, Sergueï Kotchetkov, a signé un accord avec la compagnie publique Radio-Télévision nationale congolaise (RTNC) pour du partage de contenus et des programmes conjoints. En août, Sputnik France, représenté par Christine H. Gueye, a signé en présence du ministre ivoirien de la Communication et des médias un accord similaire avec l'Agence ivoirienne de presse (AIP). Les deux agences partagent depuis leurs dépêches respectives, et l'AIP prévoit d'envoyer un journaliste par an au sein de la rédaction française de Sputnik, à des fins de formation¹³. Précisons que Sputnik est aussi une agence

11. Voir, sur le site de Roscongress, la retranscription de cette session organisée le 23 octobre 2019 lors du Forum économique de Sotchi, <https://roscongress.org>.

12. Nataliya Bugayova, George Barros, « [The Kremlin's expanding media conglomerate](#) », Institute for the Study of War, 15 janvier 2020.

13. « [Sputnik élargit sa présence en Afrique](#) », Sputnik France, 23 mai 2019, et « [Sputnik renforce sa présence en Afrique en signant un accord de partenariat avec AIP](#) », Sputnik France, 9 août 2018.

de presse, dont les contenus sont libres de droit et peuvent être ainsi repris et partagés par d'autres organismes médiatiques.

Dans la même perspective, le vice-ministre Alekseï Voline précisait à Sotchi que les deux médias, ainsi que l'agence TASS, étaient prêts à assurer la formation de journalistes africains, à Moscou ou directement dans les pays d'Afrique intéressés par ce type de coopération¹⁴. Cet objectif de formation a été assigné à la RT School et à SputnikPro, deux programmes coordonnés par les journalistes et producteurs de RT et Sputnik. Dans le cadre de SputnikPro, soutenu par le programme russe de *young leaders* de l'agence fédérale Rossotroudritchestvo, plusieurs sessions de formation ont été réalisées depuis 2020 auprès de journalistes ivoiriens (AIP) et congolais (RTNC), mais aussi kenyans (Kenya Broadcasting Corporation) et zimbabwéens (Zimpapers).

Des audiences limitées en Afrique francophone

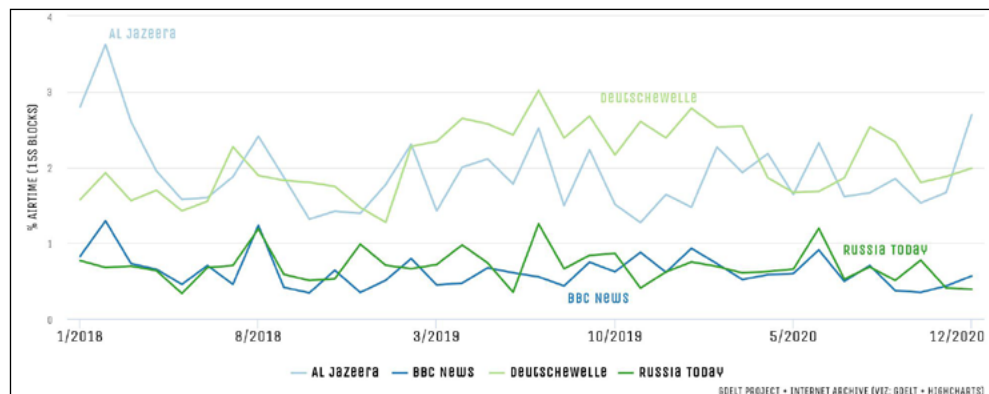
La meilleure implantation de Sputnik France se ressent autant sur la masse des contenus diffusés que sur leurs audiences en ligne. Contrairement à RT France, Sputnik France dispose d'un onglet « Afrique » sur sa page d'accueil et produit cinq à six fois plus de contenus consacrés aux actualités africaines sur son site¹⁵. L'outil Television Explorer permet en outre de constater que le temps d'antenne accordé par la chaîne anglophone de RT (vert foncé) aux actualités africaines semble proche de celui de BBC News (bleu foncé), mais nettement inférieur à ceux d'Al Jazeera (bleu clair) et de la Deutsche Welle (vert clair), mieux implantés sur le continent (voir figure 2).

14. « RT i Sputnik budut obučet' afrikanskih žurnalistov » [RT et Sputnik vont former des journalistes africains], *RFI na ruskom*, 23 octobre 2019, <https://www.rfi.fr>.

15. Une recherche à partir du mot-clef « Afrique » donnait début 2021 environ 2 400 résultats sur le site de RT France et environ 14 200 sur celui de Sputnik France.

Figure 2

Temps d'antenne d'Al Jazeera, de BBC News, de la Deutsche Welle et de RT mentionnant les mots-clés « Africa » ou « African » entre janvier 2018 et décembre 2020.



Source : GDELT.

Nous présentons les estimations d'audiences des sites de RT France et Sputnik France dans les différents pays d'ASF, obtenues à partir de l'outil de mesure du trafic SimilarWeb. Nous y ajoutons également à titre informatif les audiences de ces sites en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Ces données doivent être considérées avec une marge d'erreur et ne reflètent pas l'exposition totale des publics africains aux contenus francophones de RT et Sputnik. En effet, elles ne prennent pas en compte l'audimat du premier, la visibilité de leurs contenus sur les réseaux sociaux¹⁶,

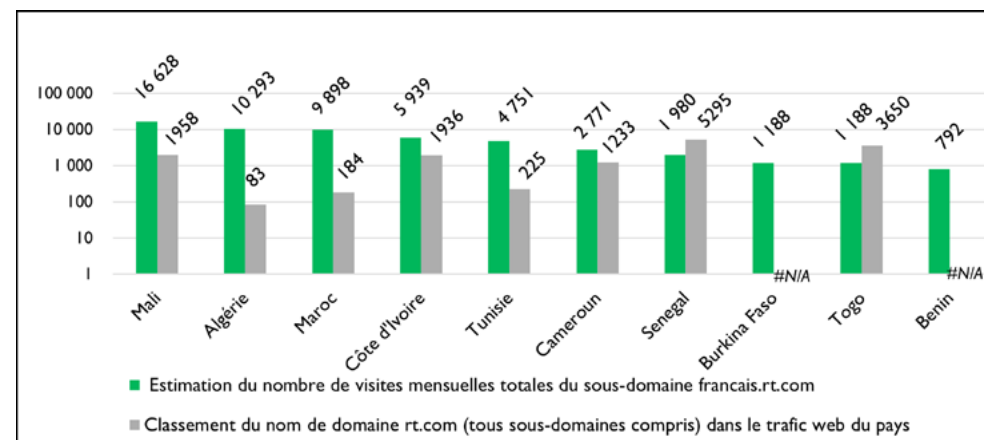
16. Lors du lancement de la chaîne RT France, la page Facebook de RT France (1,1 million d'abonnés à l'été 2020) a brusquement augmenté pour presque doubler son nombre d'abonnés. Celui-ci est en effet passé de 450 000 abonnés fin novembre 2017 (un chiffre stable depuis plusieurs mois) à 850 000 abonnés début janvier 2018, alors même que cette page existait depuis trois ans. Si cette hausse brutale pourrait en partie s'expliquer par une amplification artificielle à un moment opportun pour la chaîne, Limonier relève qu'une partie significative de ces nouveaux abonnés ne sont pas localisés en France (1 000 abonnés), mais en Algérie (30 000), au Maroc (10 000) en Tunisie (9 000) ou au Mali (5 000) (K. Limonier, « Diffusion de l'information russe en Afrique : Essai de cartographie générale », *op. cit.*, p. 2).

ni les audiences des nombreux sites qui les relaient. Leur intérêt réside surtout dans les tendances qu'elles soulèvent.

Contrairement à d'autres outils souvent utilisés, SimilarWeb présente l'avantage de mesurer les statistiques des sous-domaines d'un site (comme « francais.rt.com »), et pas seulement leur nom de domaine (comme « rt.com »), et d'observer leur accès depuis un ordinateur ou un smartphone. En revanche, SimilarWeb ne couvre pas, parmi les pays d'ASF, le Niger, la Mauritanie, le Tchad, le Congo, Djibouti, la Guinée et la RCA. Les figures 3 et 4 présentent une estimation de l'ensemble des visites mensuelles des sous-domaines « francais.rt.com » et « fr.sputniknews.com » dans les dix premiers pays de visite d'Afrique francophone, ainsi que le classement du nom de domaine « rt.com » dans le trafic web de chaque pays.

Figure 3

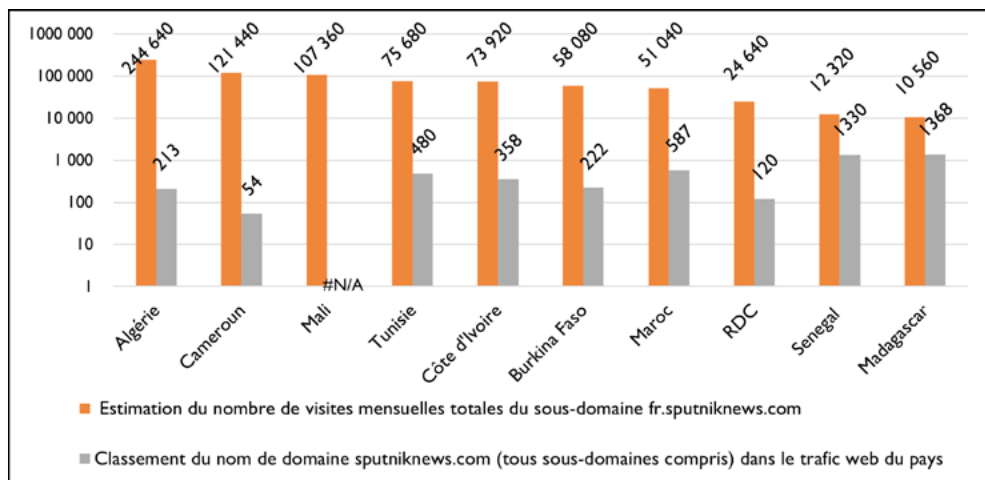
Estimation des visites mensuelles totales du site de RT France dans les dix premiers pays de visite d'Afrique francophone et classement du nom de domaine rt.com dans leur trafic internet national, moyenne sur la période novembre 2020-janvier 2021



Source : SimilarWeb.

Figure 4

Estimation des visites mensuelles totales du site de Sputnik France dans les dix premiers pays de visite d'Afrique francophone et classement du nom de domaine sputniknews.com dans leur trafic internet national, moyenne sur la période novembre 2020-janvier 2021



Source : SimilarWeb.

Plusieurs conclusions peuvent être tirées. Premièrement, la visibilité de Sputnik France dans les pays d'Afrique francophone est nettement meilleure que celle de RT France, avec six fois plus de visites au Mali, douze fois plus en Côte d'Ivoire, vingt-quatre fois plus en Algérie et quarante-cinq fois plus au Cameroun. Le classement médiocre du nom de domaine « rt.com » dans les trafics web des pays d'ASF montre que les sites de RT y sont beaucoup moins prisés que dans les trois pays du Maghreb¹⁷. Deuxièmement, deux pays d'ASF semblent se détacher au regard de leurs audiences cumulées, le Cameroun et le Mali, avec près de 125 000 visites mensuelles. Le nom de domaine « sputniknews.com » était à l'hiver 2020-2021 le 54^e site

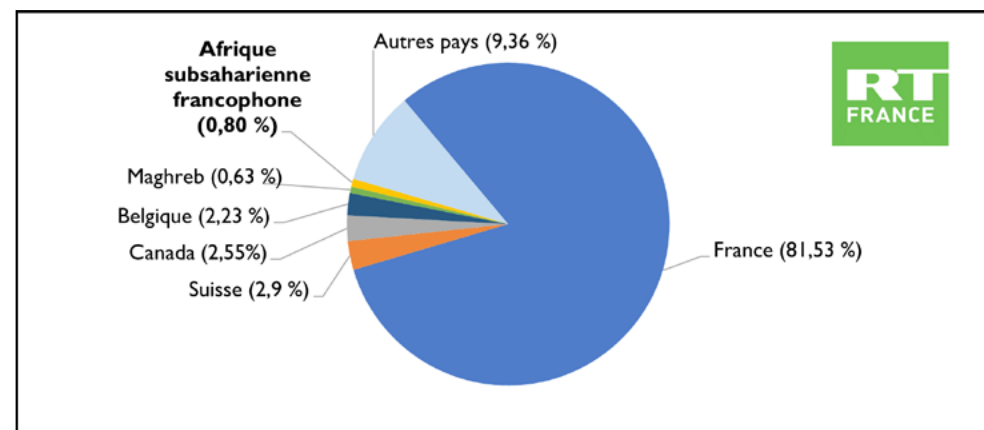
17. La popularité de RT au Maghreb (83^e place dans le trafic web algérien) s'explique surtout par les bons résultats du site RT Arabic (arabic.rt.com), qui enregistre sur la période 1,6 million de visites totales mensuelles en Algérie, 1,5 million au Maroc et plus de 800 000 en Tunisie.

le plus consulté au Cameroun. Au Mali, Sputnik France semble assez compétitif par comparaison avec les sites d'autres médias internationaux, puisqu'il dépasse de loin, sur la même période, les sites francophones chinois CGTN Afrique (500 visites totales mensuelles), américain VoA Afrique (18 000 visites totales mensuelles), allemand Deutsche Welle (19 000 visites), britannique BBC News (58 000 visites), mais est moins visité que les sites de France 24 (135 000 visites) et Radio France internationale (223 000 visites).

Troisièmement, les figures 5 et 6 invitent à relativiser la visibilité de RT et Sputnik en ASF, notamment au regard de leurs audiences dans les autres régions francophones, à commencer par la France. Le site de RT France est très majoritairement visité depuis la France (81,5 % du trafic total, soit 3,2 millions de visites mensuelles sur la période), mais enregistre moins de 50 000 visites (0,80 % du trafic) en ASF. Sur 17,6 millions de visites mensuelles de Sputnik France, près de 70 % (soit 12,2 millions) émanent du trafic web français, alors que seulement 2,71 % (475 000) viennent des pays d'ASF mesurés par SimilarWeb.

Figure 5

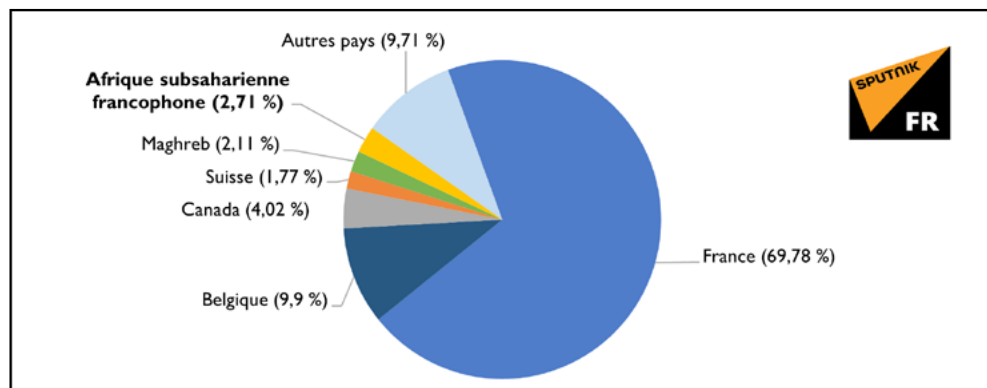
Part du trafic total du sous-domaine français.rt.com dans les régions et pays francophones entre novembre 2020 et janvier 2021



Source : SimilarWeb.

Figure 6

Part du trafic total du sous-domaine fr.sputniknews.com dans les régions et pays francophones entre novembre 2020 et janvier 2021



Source : SimilarWeb.

S'il est difficile de définir avec précision qui consulte les contenus produits par les deux médias sur les actualités africaines, on peut supposer avec un degré élevé de probabilité, au regard de ces données, que ceux-ci sont lus ou regardés dans leur grande majorité depuis la France. Ils sont donc aussi construits et diffusés en tenant compte de cette dimension.

LES OPÉRATIONS D'INFLUENCE RUSSES EN ASF

Au-delà de ces pratiques les plus ouvertes de l'influence informationnelle russe, nous revenons dans cette section sur un autre versant du spectre, plus furtif, qui comprend les opérations d'influence et de désinformation menées par des acteurs russes en Afrique subsaharienne francophone. Menée à partir de sources secondaires, cette partie de l'étude met surtout en évidence l'importance des acteurs non étatiques, des « entrepreneurs d'influence¹⁸ »

18. Laruelle et Limonier définissent les entrepreneurs d'influence russes en Afrique comme des acteurs qui « cherchent à tirer un bénéfice du capital économique et politique qu'ils investissent tout en accompagnant le retour de l'influence russe en Afrique » ; une partie substantielle de leurs revenus provient

et de la sous-traitance dans la conduite de ces opérations. Aussi les liens tissés avec la période soviétique et les « mesures actives » du Comité pour la sécurité d'État (KGB) en Afrique francophone visent-ils non pas à souligner une continuité entre le type d'acteurs impliqués dans ces opérations mais à interroger l'éventuelle réactivation d'un certain nombre de savoir-faire, de pratiques et de récits à l'époque contemporaine.

En héritage : les « mesures actives » du KGB en Afrique francophone

Durant toute la période de la guerre froide, les « mesures actives » (*aktivnyye meropriatia*) représentent l'une des activités phares de la Première direction générale (PGU) du KGB, en charge de l'espionnage et du renseignement extérieur. Pour Oleg Kalouguine, ancien général-major du KGB en poste à la résidence de New York, réfugié aux États-Unis et jugé pour haute trahison en Russie, ces opérations constituent même, à la différence du recueil d'informations, « le cœur et l'âme du renseignement soviétique¹⁹ ». Les officiers du Service A de la PGU, fondé en 1966 sur une structure élargie du Département D (pour *dezinformatsia*), sont responsables de l'élaboration des mesures actives, selon les directives définies par le Politburo. Avec l'aval du Comité central, ces mesures sont ensuite diffusées ou mises en œuvre par la ligne PR (« renseignement politique ») des résidences du KGB à l'étranger²⁰.

Compilées par l'ancien agent, archiviste et défecteur du KGB Vassili Mitrokhine dans son *Lexique du KGB*, plusieurs définitions

donc, par un retour sur investissement, de leur démonstration de loyauté vis-à-vis du Kremlin. Les entrepreneurs d'influence « agissent [aussi] comme des sous-traitants au service des intérêts russes, permettant ainsi aux autorités de maintenir un déni plausible sur l'origine de certaines activités » (« Russia's African Toolkit: Digital Influence and Entrepreneurs of Influence », *Orbis*, The Foreign Policy Research Institute, été 2021, p. 212).

19. Cité par David V. Goe, Richard Lovering, Tyler Pachesny, « The Soviet Legacy of Russian Active Measure: New Vodka from Old Stills? », *The International Journal Intelligence and CounterIntelligence*, 33:3, 2020, p. 516.

20. Christopher Andrew, Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest : 1917-1991*, Paris, Fayard, p. 334-335.

des mesures actives sont délivrées au début des années 1970 dans les Dictionnaires du renseignement et du contre-espionnage. Ces deux documents, précieux pour saisir le jargon opérationnel et bureaucratique du renseignement soviétique, sont publiés par les deux principales institutions de formation des officiers et des cadres du KGB, l'Institut du drapeau rouge (renseignement extérieur, lié à la PGU) et la Haute École du KGB du nom de Félix Dzerjinski (contre-espionnage, lié à la Deuxième direction générale)²¹. L'entrée « mesures actives » du dictionnaire du renseignement les présente comme des « mesures opérationnelles destinées [non seulement] à exercer une influence profitable sur les éléments les plus dignes d'intérêt de la vie politique d'un pays cible, sur sa politique étrangère, sur la résolution de problèmes internationaux, [mais aussi] à induire l'adversaire en erreur, à saper et à affaiblir ses positions, à perturber ses plans hostiles ». Le dictionnaire précise dans des articles complémentaires leurs cibles – individu, organisation, parti politique, gouvernement étrangers –, leurs modes de conduite – la désinformation, la forgerie, l'exposition des objectifs secrets de l'adversaire, la compromission, la conduite d'actions spéciales et clandestines – et leurs objectifs politiques et idéologiques : « Affaiblir les positions politiques, militaires, économiques et idéologiques du capitalisme [et] saper ses plans agressifs, afin de créer des conditions favorables à la réussite de la politique étrangère soviétique et d'assurer la paix et le progrès social²². »

Les pays d'Afrique francophone disposent de leur propre département au sein de la PGU (Département 10) et font l'objet de nombreuses mesures actives à partir de la fin des années 1950. L'argument anti-impérialiste et anticolonial est au cœur des opérations soviétiques menées en Afrique, ciblant avant tout l'« ennemi principal » américain et les (anciennes) puissances

21. Vasili Mitrokhin, *The KGB Lexicon: The Soviet Intelligence Officer's Handbook*, Londres, Frank Cass, 2002, p. xvi. La version en russe du dictionnaire du contre-espionnage (1972) est disponible à l'adresse suivante : <http://find-info.ru>.

22. V. Mitrokhin, *The KGB Lexicon: The Soviet Intelligence Officer's Handbook*, op. cit.

coloniales française et britannique, mais aussi la Chine maoïste après la rupture sino-soviétique²³.

Nous revenons ici sur quelques mesures actives emblématiques du KGB en ASF, répertoriées notamment dans les archives de Mitrokhine²⁴. En 1964, deux opérations (DEFEKTOR 3 et 4) sont menées pour duper Ahmed Sékou Touré et Modibo Keïta, les deux premiers dirigeants marxistes et panafricanistes de la Guinée et du Mali indépendants, à travers la diffusion de documents contrefaits. Dans le premier cas, un rapport de la CIA fabriqué de toutes pièces par le Service A, et prétendument transmis par un agent américain désabusé, révèle l'organisation d'un complot de l'Agence contre Sékou Touré. Plusieurs responsables guinéens soupçonnés d'avoir participé à la conspiration démissionnent. Un document similaire prétendument rédigé par le renseignement américain est transmis à la présidence malienne par l'intermédiaire du président algérien Ahmed Ben Bella – l'URSS noue dès 1956 des relations étroites avec le Front de libération nationale (FLN) – et rapporte la préparation d'une tentative d'assassinat contre Keïta par ses opposants politiques et les services secrets français. Keïta prononce par la suite un réquisitoire vibrant à Bamako contre les entraves impérialistes à l'édification du socialisme au Mali, répondant ce faisant aux attentes de Moscou²⁵. D'après Mitrokhine, les mesures actives visent aussi la République populaire de Chine pour réduire son influence en Afrique. Au Mali, l'opération ALLIGATOR aurait entraîné la démission du ministre de l'Information, accusé de travailler en sous-main pour Pékin. La plupart de ces opérations prennent là encore la forme de faux documents mettant en évidence la collusion d'opposants politiques maoïstes avec la Chine ou des complots destinés à renverser les gouvernements en place²⁶.

23. C. Andrew, V. Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive II: The KGB in the World*, op. cit., p. 426-427.

24. *Ibid.*, p. 423-470.

25. *Ibid.*, p. 435-436.

26. *Ibid.*, p. 439-440.

D'autres répertoires sont convoqués par le KGB, comme celui du racisme antinoir. Thomas Rid rapporte dans son ouvrage récent la manière dont les publics africains constituent une cible indirecte des mesures actives exploitant les tensions ethniques aux États-Unis. Celles-ci cherchent en premier lieu à amplifier les fractures communautaires au sein de la société américaine mais aussi, par extension, à exposer le racisme visant les populations afro-américaines auprès des audiences africaines et attiser leur anti-américanisme. À partir de novembre 1960, un pamphlet de quinze pages intitulé « À nos chers amis » est distribué en anglais et en français dans quinze pays africains. Les « forgers » du Département D se font passer pour les membres de l'African Friends Association, une fausse organisation située aux États-Unis et chargée de tisser des liens entre la communauté afro-américaine et l'Afrique. En partie alimenté par des informations et des photographies authentiques, le pamphlet égrène plusieurs crimes racistes et cas de lynchage commis dans les États du Sud, ainsi que les discriminations légales dont les Noirs sont victimes. De fausses informations sont également intégrées dans le document, comme cet avertissement sur l'envoi d'« unités spéciales de tueurs racistes » du Ku Klux Klan au Congo²⁷. Montée dans les années 1980 conjointement avec la Stasi est-allemande, l'opération INFEKTION (ou DENVER) propage la rumeur selon laquelle le virus du SIDA serait une arme biologique, artificiellement créée dans les années 1970 au Maryland par le département de la Défense américain. Considérée comme l'une des mesures actives les plus retentissantes du KGB, l'opération a trouvé un écho considérable sur le continent africain²⁸.

27. Thomas Rid, *Active Measures: The Secret History of Disinformation and Political Warfare*, New York, FSG, 2020, p. 137-139.

28. D. Gioe, *et al.*, « The Soviet Legacy of Russian Active Measure: New Vodka from Old Stills? », *op. cit.*, p. 14-16.

Les campagnes contemporaines : le cas des « entreprises d'influence » d'Evgueni Prigojine en Afrique francophone

Les opérations d'influence informationnelle menées sur le continent africain par le Service du renseignement extérieur russe (SVR), héritier institutionnel de la PGU, restent à ce jour méconnues. Plusieurs entreprises d'influence menées par des acteurs russes non étatiques en Afrique ont en revanche été répertoriées depuis 2018. Ces initiatives externalisées, dont les autorités russes affirment régulièrement n'avoir pas connaissance, sont menées à des fins politiques ou lucratives. Elles sont souvent sponsorisées par des hommes d'affaires russes, connus pour leur proximité avec le pouvoir. Konstantin Malofeïev est l'un d'entre eux : cet oligarque traditionaliste et monarchiste, investisseur et propriétaire de la chaîne conservatrice Tsargrad, a fondé, juste avant le sommet de Sotchi, l'Agence internationale pour le développement souverain (IASD). L'organisation se donne pour objectif de renforcer la souveraineté économique des États africains en favorisant leur « indépendance financière vis-à-vis du monde occidental²⁹ ». Toutefois, la paternité des opérations d'influence et de désinformation rappelant le plus les mesures actives revient à une autre figure majeure, celle d'Evgueni Prigojine. L'homme d'affaires, qui a construit sa fortune en Russie dans l'industrie de la restauration et des cantines scolaires, est aussi le principal financeur de la SMP Wagner, du site d'information pro-pouvoir RIA FAN et de l'Internet Research Agency (IRA), l'« usine à trolls » de Saint-Petersbourg³⁰. Depuis 2016, Prigojine, les entités qu'il contrôle et ses associés ont fait l'objet d'une salve de

29. Voir l'interview de Konstantin Malofeïev sur le site de Roscongress, « Rossiâ dlâ afrikanskikh stran âvlâetsâ prioritetnym partnerom » [La Russie est un partenaire prioritaire pour les pays africains], 15 octobre 2019, <https://roscongress.org>.

30. Voir les travaux de Colin Gérard sur cet objet : « *“Usines à trolls” russes : de l'association patriotique locale à l'entreprise globale* », *La Revue des médias*, 20 juin 2019, ainsi que sa thèse en cours sur l'influence informationnelle russe en France. Voir également l'enquête de Benoît Vitkine sur Prigojine dans *Le Monde*, « *Evgueni Prigojine, l'homme des basses œuvres de Moscou en Afrique* », 22 octobre 2019.

sanctions ciblées de la part des États-Unis – le FBI a même émis un mandat d'arrêt contre l'oligarque – et de l'Union européenne, tant pour leur rôle dans les ingérences informationnelles de la Russie dans les élections américaines que pour les actions du groupe Wagner en Afrique. Bien qu'externalisées, les activités de Prigojine seraient conduites, selon le site d'investigation Bellingcat, en étroite coopération avec la Direction du renseignement militaire (GRU), le service de renseignement du ministère russe de la Défense³¹. Nous nous concentrons là encore sur les ramifications informationnelles de ces entreprises en Afrique subsaharienne francophone. D'autres opérations liées à Prigojine, mais qui ne relèvent pas directement de l'influence informationnelle, ont été documentées dans la presse d'investigation russe indépendante. Le site Proekt a ainsi réalisé deux enquêtes fouillées sur l'ingérence électorale de la Russie dans plusieurs pays africains, notamment à Madagascar en 2018, et sur les relations étroites entretenues par des « technologues politiques » travaillant pour Prigojine avec l'activiste franco-béninois Kémi Séba³². Connu pour ses réquisitoires contre la présence « néocoloniale » de la France en Afrique, Séba défend un séparatisme racial, « ethno-différentialiste » et « afrocentriste », lié à une interprétation de droite radicale et nationaliste du panafricanisme³³.

- *Une infiltration des écosystèmes médiatiques et militants en ASF*

Un premier mode opératoire propre à l'influence informationnelle consiste à agir directement sur le paysage médiatique du pays ciblé. Marqué par une profonde précarité économique et

31. « [Putin Chef's Kisses of Death: Russia's Shadow Army's State-Run Structure Exposed](#) », *Bellingcat*, 14 août 2020.

32. Voir, sur le site de Proekt : « Master and Chef: How Evgeny Prigozhin led the Russian offensive in Africa », 14 mars 2019, <https://www.proekt.media> et « Master and Chef: How Russia interfered in elections in twenty countries », 11 avril 2019, <https://www.proekt.media>.

33. Rita Abrahamsen, « Internationalists, sovereigntists, nativists: Contending visions of world order in Pan-Africanism », *Review of International Studies*, 46:1, 2020, p. 71-73. Kémi Séba a d'ailleurs rencontré à Moscou le philosophe d'extrême droite et néoeurasiste Alexandre Douguine, en décembre 2017.

des exigences déontologiques bancales, l'écosystème médiatique centrafricain a été particulièrement touché par cette entreprise de pénétration. Dès le début de l'année 2018, parallèlement au déploiement des instructeurs et mercenaires russes dans le pays, les acteurs de l'influence informationnelle russe ont cherché à capitaliser sur la fragilité de ce paysage médiatique pour l'instrumentaliser à leur avantage³⁴.

C'est d'abord le cas de la radio, qui demeure le principal média de masse dans le pays. En novembre 2018, une nouvelle station, Radio Lengo Songo, est lancée à Bangui avec une capacité d'émission dans un rayon de cent kilomètres autour de la capitale. Selon le journaliste Saber Jendoubi, cette radio privée, promue sur les panneaux publicitaires de la ville, est entièrement financée par Lobaye Invest, la société de prospection minière à l'origine du dessin animé décrit au début de cette étude³⁵. Le site RIA FAN, étendard de l'écosystème médiatique de Prigojine, est l'un des rares sites renvoyant régulièrement vers les articles de Radio Lengo Songo. Celle-ci émet en français et en sango et se présente comme la « radio de la paix et de la réconciliation nationale³⁶ ». Plusieurs journalistes locaux y ont été embauchés, et les propos des principales figures de la présence russe sur place (Vladimir Titorenko, Valeri Zakharov, Mikhaïl Chougaleï, Aleksandr Ivanov, voir *infra*) y sont régulièrement rapportés.

S'il est impossible d'écouter ses podcasts, son site témoigne d'une ligne éditoriale assurément alignée sur l'agenda gouvernemental, très favorable à la présence russe et ouvertement hostile à la présence française et à la mission de l'ONU en RCA, la MINUSCA. L'intonation anti-française de Radio Lengo Songo semble être montée d'un cran depuis le début du printemps 2021 : « La population se réjouit : la France va quitter la Centrafrique », titre cet article du 19 mai 2021, en précisant que les Centrafricains

34. Saber Jendoubi, « Panorama de la presse centrafricaine : entre pauvreté et politique d'influence », *Notes de l'Ifri*, Centre Afrique subsaharienne, octobre 2019, p. 16-17.

35. *Ibid.*, p. 17-18 et entretien avec Saber Jendoubi, 14 juin 2021.

36. Voir, sur la chaîne YouTube d'Afrique Média, « Reportage sur la radio Lengo Songo », 31 janvier 2019, <https://www.youtube.com>.

« organisent des manifestations gigantesques contre la présence française dans leur pays et se trouver en République centrafricaine est devenu dangereux pour tous ceux qui ont la nationalité française ». Au moment d'achever cette étude, de nombreux articles sortent sur son site pour dénoncer une enquête de RFI publiée en mai 2021 sur les exactions du groupe Wagner en Centrafrique³⁷ : la radio française y est présentée comme une « propagande néocoloniale » qui « corrompt des témoins pour jeter le discrédit sur les FACA [les Forces armées centrafricaines] et leurs alliés » russes (7 mai 2021)³⁸. Dans une interview relayée sur les ondes de Lengo Songo en mai 2021, Blaise Didacien Kossimatchi, le leader du groupe pro-Touadéra Galaxie nationale, a même affirmé « prendre [la] responsabilité d'envahir l'Ambassade de France », dans le cadre de manifestations hostiles à la MINUSCA et à la présence française organisées par son mouvement³⁹.

Radio Lengo Songo n'est d'ailleurs pas le seul organisme sponsorisé par Lobaye Invest, qui a aussi soutenu *Le Monde en vrai*, un média parodique consacrant une partie importante de ses contenus à la rivalité entre la France et la Russie, ainsi que l'ONG Aïmons notre Afrique (ANA), connue pour ses positions farouchement anti-MINUSCA, « à la solde de Paris⁴⁰ ». À travers

37. Voir l'enquête de Florence Morice et Charlotte Cosset, « [En Centrafrique, des victimes des exactions russes brisent la loi du silence](#) », RFI, 3 mai 2021. Dès mars 2021, des experts de l'ONU se sont alarmés des « graves violations des droits humains et du droit humanitaire international » imputables aux paramilitaires russes et aux FACA (« [RCA : des experts inquiets de l'utilisation par le gouvernement de "formateurs russes" et de contacts étroits avec les Casques bleus](#) », *ONU Info*, 31 mars 2021).

38. L'article de RFI a aussi été critiqué à grand bruit par d'autres figures russes en RCA, comme Aleksandr Ivanov, le directeur de la Communauté des officiers pour la sécurité internationale (COSI). Cette organisation russe, qui « milit[e] pour la paix et le calme », dit représenter les instructeurs russes formant les FACA en RCA. Dans une lettre adressée à RFI et publiée sur son compte Twitter le 5 mai 2021, la COSI dénonce la « guerre de l'information » menée contre « les Russes » pour « déstabiliser la situation dans le pays ». Voir : <https://twitter.com>.

39. L'entretien a été retranscrit sur le site Ndjoni Sango, le 18 juin 2021, <https://ndjonisango.com>.

40. « Médias, ONG... Les relais de Moscou pour torpiller Paris », *La Lettre du Continent*, Africa Intelligence, 791, 2 janvier 2019.

son président Harouna Douamba, également conseiller de la ministre des Affaires étrangères centrafricaine, l'ANA serait un acteur-clef d'une campagne de communication en ligne inspirée des pratiques russes et destinée à favoriser le président sortant Touadéra et son parti Mouvement Cœurs unis. Mobilisant les différentes communautés de la « touadérasphère » sur Facebook, la campagne a été échafaudée en amont des élections présidentielles et législatives de décembre 2020⁴¹.

Jendoubi rapporte que certains de ses enquêtés, dirigeants d'organes de presse centrafricains, ont été approchés dès 2018 par des membres de l'ambassade de Russie et par l'équipe de Valeri Zakharov, le conseiller russe pour la sécurité du président Touadéra, ancien officier de la GRU et principal visage de la présence russe en Centrafrique avec l'ambassadeur Vladimir Titorenko⁴². L'objectif affiché était soit de mieux saisir les contours du paysage médiatique bangouais, soit, plus directement, de vendre des contenus prérédigés à des médias ou de solliciter des journalistes. Certains d'entre eux se seraient vu proposer 20 000 francs CFA, soit une trentaine d'euros, pour rédiger ou publier des contenus manifestement pro-russes ou anti-français⁴³.

• *Opérations informationnelles et campagnes de désinformation*

Plusieurs entités liées à Prigojine ont aussi mis sur pied des opérations de désinformation ciblant l'Afrique, y compris francophone, avec un objectif affirmé de valorisation du rôle de la Russie et de dénigrement des pays européens et des États-Unis.

41. Voir, sur le détail de cette campagne, le travail méticuleux de Saber Jendoubi, « Les réseaux sociaux centrafricains à l'aube des élections : symptôme avancé d'une crise politique à venir », *Études de l'Ifri*, Centre Afrique subsaharienne, mars 2021, p. 22-27.

42. Très médiatisé, Zakharov a aussi été particulièrement actif et suivi sur son compte Twitter, où il s'exprimait en français, jusqu'à sa fermeture en juin 2021.

43. S. Jendoubi, « Panorama de la presse centrafricaine : entre pauvreté et politique d'influence », *op. cit.*, p. 17.

L'enquête publiée en mai 2019 par le Centre Dossier est à ce titre édifiante⁴⁴. Cette organisation d'investigation, parfois comparée à une agence de renseignement privée, a été fondée par l'homme d'affaires et ancien président de Ioukos Mikhaïl Khodorkovski, aujourd'hui opposant en exil, afin de contribuer à « former un État de droit et une société civile en Russie ». Les enquêteurs du centre ont ainsi diffusé un document interne de la compagnie M Invest, une société parapluie contrôlée par Prigojine qui servirait de couverture, comme Lobaye Invest en RCA, aux actions de Wagner au Soudan. M Invest fait d'ailleurs partie des sociétés sanctionnées par le département du Trésor américain en juillet 2020⁴⁵. Les intentions exprimées dans le document, rédigé par d'anciens employés de l'IRA et présenté en janvier 2018 à Mikhaïl Potepkine, le directeur de M Invest et bras droit de Prigojine, sont probablement celles qui rappellent le plus les mesures actives. Cette « stratégie de développement » prévoit en effet de « renforcer l'influence informationnelle de la Fédération de Russie dans les pays africains » selon une ligne de conduite positive et négative : en « form[ant] un sentiment négatif vis-à-vis des États européens et des États-Unis pour les crimes commis pendant la domination coloniale de l'Afrique » ; en « diffus[ant] des informations sur le soutien russe et soviétique à l'Afrique pendant la lutte pour les indépendances » ; en « popularis[ant] l'idée selon laquelle la pauvreté de l'Afrique est liée aux nations européennes qui continuent de contrôler les ressources financières et naturelles de l'Afrique » ; en « promouvoir l'indépendance et l'autonomisation des États africains vis-à-vis de l'Occident » ; en « soutenir la résolution pacifique des conflits en Afrique » et en « plaider pour la non-ingérence de l'Occident dans les affaires intérieures des États africains » ; enfin en « promouvoir une image positive de la Russie auprès

44. Voir l'enquête sur le site du Centre Dossier, « Strategiâ razvitiâ “negroidnogo rasovogo šovinizma” ili prigožinskij otvet doktrine Gerasimova » [Une stratégie de développement d'un « chauvinisme racial négroïde » ou la réponse de Prigojine à la doctrine Guérassimov], 21 mai 2019, <https://dossier.center>.

45. « Treasury Targets Financier's Illicit Sanctions Evasion Activity », US Department of the Treasury, 15 janvier 2020, <https://home.treasury.gov>.

des citoyens africains ». Notons que ce dernier objectif n'arrive qu'en sixième place, conformément à l'approche négative du *soft power* russe déjà mentionnée. Dans une autre lettre, vraisemblablement adressée au chef de la Direction générale des opérations de l'État-major des forces armées russe Sergueï Roudskoï, les membres de M Invest estiment important pour la Russie de « préparer les bases d'un chauvinisme racial négroïde pour s'opposer aux États-Unis, puisque la question raciale est aussi dangereuse pour les Américains que l'est le facteur islamique pour la Russie ». Le document, récupéré par le Centre Dossier, fait apparaître le Soudan, le Soudan du Sud, la RCA, le Tchad, Madagascar, la RDC et l'Éthiopie comme les pays ciblés en priorité par la société. Ces préconisations actualisent, on le voit, certains des thèmes mobilisés par le Service A pendant la guerre froide, comme la défense des souverainetés africaines, la critique anti-néocoloniale et le panafricanisme⁴⁶.

Le cas de l'Association pour la recherche libre et la coopération internationale (AFRIC) mérite d'être mentionné. Cette organisation, dirigée par une associée de Prigojine, Ioulia Afanasieva, est l'une des sociétés-écrans du réseau de l'homme d'affaires pour conduire ses opérations d'influence en Afrique. Au-delà de son rôle dans les ingérences électorales menées sur le continent, AFRIC entretient des liens étroits avec plusieurs sites panafricanistes africains, dont Radio Révolution panafricaine et Afrique Média, pour faire passer des messages pro-russes ou anti-français⁴⁷. AFRIC fait à ce titre partie des entités liées à Prigojine sanctionnées par le gouvernement américain en avril 2021, au côté de l'International Anticrisis Center et de la Fondation pour la

46. Un autre objectif des membres de M Invest, nettement plus ambitieux, visait d'ailleurs à développer un « État panafricain » sur les territoires de l'Alabama, la Caroline du Sud, la Géorgie, le Mississippi et la Louisiane, en s'appuyant sur des groupes militants radicaux afro-américains. Le but recherché : « désintégrer l'unité territoriale et le potentiel militaire et économique des États-Unis ».

47. Voir l'enquête du *Daily Beast* sur AFRIC, « Russia Is Using Undercover Racists to Exploit Africa's Anti-Racist Political Revolt », 8 septembre 2020, <https://www.thedailybeast.com>.

défense des valeurs nationales (FZNTs)⁴⁸. Fondée par Aleksandr Malkevitch, un proche de Prigojine et ancien rédacteur en chef du site de désinformation USA Really, la FZNTs est dirigée depuis 2021 par le « sociologue » Maksim Chougaleï, un agent russe emprisonné en Libye pendant 18 mois, désormais actif en RCA au côté des instructeurs et mercenaires russes.

En outre, deux campagnes informationnelles menées successivement par des acteurs russes en direction de l'Afrique (2018-2019 et 2019-2020) ont été rendues publiques par Facebook, en octobre 2019 et en décembre 2020. La deuxième est conduite parallèlement à une campagne en ligne que Facebook attribue à des « individus associés à l'armée française », à destination des audiences africaines et souvent réactive vis-à-vis de l'opération russe. Toutes font usage de contenus falsifiés, à la différence près que la campagne « française » ne s'engage pas sur le terrain électoral. Les annonces de Facebook font suite au démantèlement de ces opérations et à la suppression de réseaux de plusieurs dizaines de comptes, pages et groupes sur la plateforme, au motif de leur « comportement inauthentique coordonné » : faux comptes, faux nez, amplification artificielle, etc.⁴⁹. Les deux opérations, en partie imputées au réseau de Prigojine en Afrique et à d'anciens collaborateurs de l'IRA, ont été étudiées en détail par l'Internet Observatory du Cyber Policy Center de l'Université de Stanford et l'agence Graphika⁵⁰. Nous restituons ici uniquement les éléments liés à l'ASF et la couverture des présences russe et française dans la région.

Les deux opérations russes ciblent des audiences situées en RCA, en Côte d'Ivoire, en RDC, au Cameroun, à Madagascar et en Guinée équatoriale, mais aussi en Afrique du Sud, en Libye

48. « Treasury Escalates Sanctions Against the Russian Government's Attempts to Influence U.S. Elections », 15 avril 2021, <https://home.treasury.gov>.

49. Voir, sur le site de la *newsroom* de Facebook : « Removing More Coordinated Inauthentic Behavior From Russia », 30 octobre 2019, <https://about.fb.com> et « Removing Coordinated Inauthentic Behavior From France and Russia », 15 décembre 2020, <https://about.fb.com>.

50. Shelby Grossman, Daniel Bush, Renée DiResta, « Evidence of Russia-Linked Influence Operations in Africa », *Stanford Internet Observatory*, octobre 2019, 55 p. et *More-Troll Kombat...*, *op. cit.*

et au Soudan. Elles semblent menées indistinctement depuis la Russie ou directement depuis un pays africain : des pages ciblant les internautes centrafricains sont par exemple administrées depuis Madagascar. En effet, contrairement à l'opération française, les campagnes russes sous-traitent une partie de leurs activités en s'appuyant sur des résidents locaux pour produire des contenus et administrer les pages et groupes impliqués. Le but est à la fois de renforcer leur authenticité apparente et d'endiguer la possibilité d'une attribution⁵¹. De nombreux comptes identifiés partagent du reste régulièrement les articles en français de RT et Sputnik.

La RCA occupe une place prépondérante dans les contenus produits : 82 % des entités Facebook (pages, groupes ou comptes) de la deuxième opération se consacrant à un pays en particulier le font à propos des actualités centrafricaines (suivies du Cameroun, avec 11 % des entités)⁵². Environ 475 000 comptes ont suivi une ou plusieurs pages de la première campagne russe, et 263 000 ont suivi une ou plusieurs pages de la deuxième. Trois thèmes de prédilection se dégagent s'agissant de l'ASF. Premièrement, ces contenus vantent la présence russe dans la région, en particulier son rôle déterminant dans la signature de l'accord de Khartoum de février 2019 ou son soutien militaire au gouvernement centrafricain : « Les véhicules blindés de la Russie sont comme des crocodiles, forts et puissants », lit-on sur un post publié le 30 octobre 2019, accompagné d'une illustration chimérique de chars russes à tête de crocodile⁵³. D'autres pages vantent les initiatives russes

51. Autre témoignage de ce processus de sous-traitance par la Russie de ses opérations informationnelles, Facebook, CNN, Twitter et l'agence Graphika ont révélé, en mars 2020, l'existence d'une usine à trolls dans la banlieue d'Accra, administrée au sein d'une ONG locale par un citoyen ghanéen russophone, mais liée en réalité à d'anciens employés de l'IRA. Ciblant notamment les publics afro-américains en amont des élections présidentielles américaines de 2020, certains employés de l'ONG ignoraient même travailler pour le compte d'Evgueni Prigojine. Voir : *IRA in Ghana*, Report by Graphika, mars 2020, 58 p. ; et « Russian election meddling is back – via Ghana and Nigeria – and in your feeds », CNN, 11 avril 2020, <https://edition.cnn.com>.

52. *More-Troll Kombat...*, *op. cit.*, p. 23.

53. *Ibid.*, p. 40.

en matière de diplomatie des échanges, comme l'organisation d'un concours de beauté (Miss République centrafricaine, en présence de Miss Russie 2013) ou de tournois de football à Bangui en 2018⁵⁴. Deuxièmement, ces contenus portent sur la vie politique intérieure des pays ciblés, y compris en période électorale. Sur la RCA, plusieurs *fan pages* ou posts Facebook soutiennent ouvertement le président sortant Touadéra (« l'ami des enfants », « du chaos à l'ordre ») ou critiquent l'ancien président Bozizé, présenté comme épaulé par la France. C'est le cas de la page « Le Président Faustin-Archange Touadéra », l'une des plus importantes de la deuxième opération, qui rassemble plus de 50 000 abonnés⁵⁵. Troisièmement, la critique de la politique étrangère hypocrite de la France et de sa présence en Afrique subsaharienne occupe une place déterminante dans ces contenus, selon différents degrés. Paris est ici accusé de « recoloniser » la RCA et d'entretenir sa « mainmise » par le franc CFA⁵⁶. Ce message de la page Centrfrik-infos, créée en mars 2020, avance que « les soldats français [encore présents en RCA] droguent les jeunes filles afin de les violer » – une rumeur récurrente depuis les accusations de viols d'enfants par des soldats de l'opération Sangaris en 2013-2014, malgré un non-lieu prononcé en janvier 2018 – ou que le Conseil de sécurité de l'ONU est « manipulé par la France pour maintenir la Centrafrique dans l'enfer⁵⁷ ». Enfin, cette dernière forgerie rappelle particulièrement les méthodes employées par le Service A : un faux compte y affiche la photographie d'un document contrefait, celui d'une lettre rédigée par un membre désabusé de la MINUSCA. La mission y est présentée comme « entièrement contrôlée par la France », et son auteur reproche à Paris d'armer les groupes rebelles djihadistes pour « coordonner

54. S. Grossman, *et al*, « Evidence of Russia-Linked Influence Operations in Africa », *op. cit.*, p. 31.

55. *Ibid.*, p. 21-23 et *More-Troll Kombat...*, *op. cit.*, p. 33-35.

56. S. Grossman, *et al*, « Evidence of Russia-Linked Influence Operations in Africa », *op. cit.*, p. 31.

57. *More-Troll Kombat...*, *op. cit.*, p. 40-41.

les attaques contre le gouvernement actuel et partager les ressources naturelles du pays »⁵⁸.

Dans un registre plus culturel, mais avec une trame similaire, les acteurs russes présents en RCA ont à nouveau utilisé la voie cinématographique pour cautionner leurs actions. Réalisé entre décembre 2020 et mars 2021 par Andreï Batov, de son vrai nom Andreï Chtcherbinine, le film d'action *Touriste* serait surtout subventionné, selon le site indépendant Meduza, par les entités d'Evgueni Prigojine⁵⁹ : les droits du film ont d'ailleurs été acquis par la société Aurum, entièrement détenue par l'oligarque⁶⁰. Son intrigue rejoint le récit russe sur la RCA (voir *supra* et *infra*), à travers l'expérience d'un jeune « spécialiste russe », alias « Touriste », débarqué à Bangui. Le film héroïse la figure du paramilitaire russe – la confusion est entretenue délibérément entre l'instructeur et le mercenaire – et brosse le portrait, avec des membres réels de Wagner, des « libérateurs » de la Centrafrique, de leurs alliés des FACA et de leur combat acharné « pour la justice » et contre les groupes rebelles, sanguinaires et ultraviolents. Ces derniers sont d'ailleurs présentés comme soutenus par l'ancien président François Bozizé et par des commanditaires français⁶¹. Projeté en avant-première le 15 mai 2021, devant plusieurs milliers de spectateurs réunis au stade Boganda de Bangui, le film a ensuite été diffusé en Russie sur la chaîne d'État NTV.

58. *Ibid.*, p. 42. De leur côté, les trolls « français » critiquent l'ingérence de la Russie en RCA et son action déstabilisatrice au Sahel : « L'impérialisme russe gangrène le Mali », « Le principal déstabilisateur en Centrafrique ce sont les mercenaires russes, ce sont eux les vrais voleurs », peut-on ainsi lire sur leurs posts (« Removing Coordinated Inauthentic Behavior From France and Russia », *op. cit.*).

59. « Biznesmen Evgenij Prigožin prosponsiroval s'emki fil'ma "Turist" – o rossijskih voennyh v Afrike » [L'homme d'affaires Evgueni Prigojine a sponsorisé le tournage du film *Touriste*, qui porte sur les militaires russes en Afrique], Meduza, 19 mai 2021, <https://meduza.io>.

60. « Prava na fil'm "Turist" o rossijskih naëmnikah v CAR polučila kompaniâ Evgeniâ Prigožina » [Une société d'Evgueni Prigojine a obtenu les droits du film *Touriste* sur les mercenaires russes en RCA], *Otkrytie Media*, 2 juin 2021, <https://openmedia.io>.

61. « Centrafrique : *Touriste*, une fiction au service de la propagande russe », RFI, 3 juin 2021.

Dans la scène finale, « Touriste » est rentré à Moscou. Il regarde un reportage du journal télévisé en direct depuis Bangui, le jour de l'inauguration du président Touadéra réélu, dans lequel une foule en liesse scande « *Spasibo Rossia !* » [Merci la Russie !].

II. ANALYSER L'INFLUENCE INFORMATIONNELLE RUSSE PAR SES CONTENUS : DES RÉCITS « ANTIFRANÇAIS » ET « PRORUSSSES » ?

Lors de la session déjà mentionnée du sommet de Sotchi, Mikhaïl Bogdanov suggérait que « l'expansion du réseau de correspondants des médias russes, y compris dans les États africains, pourrait affecter en profondeur l'uniformité du champ informationnel mondial ». Ciblant implicitement les grandes agences de presse et médias internationaux occidentaux, mieux implantés en Afrique, Bogdanov jugeait cet espace « rempli d'informations unilatérales, pas toujours objectives et parfois hostiles à la Russie ». Cette approche, conforme à la représentation conflictuelle de l'espace informationnel qui domine au sein de l'appareil d'État russe¹, pourrait répondre, par un effet de miroir, à celle énoncée à quelques semaines d'intervalle par le président français à *Jeune Afrique*.

Deux remarques préliminaires, issues de précédents travaux sur le réseau RT, doivent être précisées avant de répondre aux questions (Q2 et Q3) soulevées en introduction. Premièrement, la critique de l'interventionnisme extérieur des puissances occidentales, à commencer par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, est un répertoire privilégié des médias russes internationaux. Il était d'ailleurs largement exploité par la propagande soviétique : dans ses travaux comparatistes sur les programmes de Voice of America et Radio Moscou, Wasburn montre que les contenus diffusés par le service africain de Radio Moscou en anglais entre le 20 et le 26 septembre 1986 présentaient un jugement péjoratif vis-à-vis des « adversaires » occidentaux à 91 % (9 % neutre, 0 % mélioratif) et un jugement mélioratif vis-à-vis de l'Union soviétique et du bloc socialiste à 76,9 % (23,1 % neutre, 0 % péjoratif).

1. Céline Marangé, Maxime Audinet, « L'espace informationnel [russe] comme terrain de conflictualité », dans C. Marangé, M. Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, chap. 4, p. 115-136.

La couverture des pays du tiers-monde était plus équilibrée (30,8 % méliorative, 23,1 % neutre et 46,1 % péjorative)². Ce credo anti-interventionniste trouve aujourd'hui une caisse de résonance importante chez RT Arabic, RT America et RT en Español. La chaîne russe hispanophone, par exemple, adopte une rhétorique compatible avec celle du « socialisme du XXI^e siècle » et de la gauche bolivarienne, souverainiste et anti-impérialiste, fondamentalement critique de la politique étrangère et du modèle de société des États-Unis. Sur RT America, il prend la forme d'une attaque en règle contre le courant néoconservateur et son enracinement parmi les élites américaines. Il conviendrait donc ici de se demander si RT et Sputnik, et dans un deuxième temps le site Observateur continental, mobilisent un discours similaire dans leur médiatisation de la présence française en Afrique, en réactivant le levier de la lutte anti-interventionniste ou en la déclinant aux couleurs de l'opposition au « néocolonialisme »³. Deuxièmement, les actualités liées à la Russie sont présentées de manière ambivalente sur RT et Sputnik. D'une part, les deux médias accordent une couverture minimale, sélective et décontextualisée des actualités intérieures et des tensions traversées par la société russe ; sans être nécessairement laudateur, le traitement de l'action gouvernementale est marqué par l'autocensure⁴, n'est jamais directement critique du Kremlin et s'attache surtout à déconstruire les critiques dont elle fait l'objet. D'autre part, le caractère propagandiste de ces médias est nettement plus affirmé lorsqu'il s'agit de prendre la défense et légitimer l'action extérieure de la Russie, en contexte de crise diplomatique ou de conflit impliquant le pays. Il paraît à ce titre intéressant d'observer la manière dont les acteurs de l'influence informationnelle couvrent la présence russe en Centrafrique, marquée comme on

2. P. Wasburn, « Voice of America and Radio Moscow Newscasts to the Third World », *op. cit.*, p. 210.

3. Arnaud Dubien, « La Russie en Afrique, un retour en trompe-l'œil ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2021.

4. Mona Elswah, Philip N. Howard, « "Anything that Causes Chaos": The Organizational Behavior of Russia Today (RT) », *Journal of Communications*, 70:5, 2020, p. 639-640.

l'a dit par des pratiques non étatiques et semi-confidentielles. Plus largement, l'analyse de contenus visera à se demander dans quelle mesure leur couverture s'insère dans le cadre de compétition narrative suggéré par Mikhaïl Bodganov lors du sommet de Sotchi.

LES CONTENUS AFRICAINS DE RT FRANCE ET SPUTNIK FRANCE

L'étude des contenus médiatiques s'appuie sur deux corpus volumineux d'articles produits par Sputnik France et RT France entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2020. Le premier corpus a été constitué à partir du mot-clef « Barkhane ». Il comprend 203 articles, dont 143 sont issus du site de Sputnik France et 60 du site de RT France. Le deuxième corpus, plus restreint, compte 77 articles (67 de Sputnik, 10 de RT France) et a été construit à partir du mot-clef « Centrafrique ».

Ces deux premiers corpus ont été élagués de manière à affiner l'analyse et la rendre la plus représentative possible de la production propre de ces médias. Les articles dans lesquels apparaissent les mots-clefs « Barkhane » et « Centrafrique », mais qui ne sont pas directement liés aux présences française et russe (mention isolée, sujet éloigné, etc.), ont été retirés. Les articles rédigés à partir de dépêches étrangères, notamment celles de l'AFP et de Reuters, ont aussi été soustraits des corpus lorsqu'ils ne reflètent pas la production originale des deux médias ; autrement dit, quand l'article reste très proche du texte de la dépêche et qu'il présente de très fortes similitudes avec des articles publiés dans d'autres organes de presse⁵. Dans le cas du corpus « Barkhane », ce type d'articles factuels représente près d'un quart des contenus ; cette proportion est nettement moindre pour le corpus « Centrafrique », où les contenus exclusifs dominent. Pour les

5. Ce processus de sélection est facilité par le fait que les rédactions de RT France et Sputnik France indiquent en général la mention « avec AFP » ou « avec Reuters ». Les articles rédigés par les journalistes de Sputnik France sont en outre le plus souvent signés, contrairement à ceux de RT France.

mêmes raisons, les tweets ou messages Facebook et Instagram intégrés dans les articles ont été effacés.

Des contenus disparates sur la présence française : la couverture de l'opération Barkhane (2018-2020)

L'opération Barkhane est l'une des manifestations les plus saillantes de la présence contemporaine de la France en Afrique subsaharienne. D'autres mots-clés auraient pu être sélectionnés, comme « Franc CFA » ou « Françafrique ». RT France et Sputnik France ont en effet offert une tribune à des figures engagées sur ces deux fronts et se réclamant du panafricanisme, comme l'activiste Kémi Séba⁶, que l'on retrouve ici, ou la militante suisse-camerounaise Nathalie Yamb, conseillère de l'opposant ivoirien Mamadou Koulibaly (LIDER) et oratrice d'un réquisitoire remarqué contre « l'enclos français » en Afrique francophone lors du sommet Russie-Afrique, qui lui a valu le surnom de « dame de Sotchi »⁷. Bien qu'ils trouvent un écho significatif⁸, les contenus correspondant à ces mots-clés ne permettent d'extraire que des corpus exigus et orientés, et sont donc sujets à des biais d'interprétation trop importants.

6. Dès septembre 2017, Kémi Séba défend ainsi sur RT France l'idée d'une sortie du franc CFA, décrite comme une « monnaie coloniale » (7 septembre 2017). Voir également, voir le site de Sputnik France : « La Françafrique jugée par les panafricanistes » (21 novembre 2018) ; et son interview au micro de Sputnik France, « Mes expulsions reflètent toutes les tares de la Françafrique » (5 mars 2020).

7. Voir, sur le site de Sputnik France, « Nathalie Yamb, nouvelle héroïne de la libération de l'Afrique depuis le sommet de Sotchi » (31 octobre 2019) et « Fin du franc CFA : Nathalie Yamb dénonce un "kidnapping" vis-à-vis de l'ECO » (21 décembre 2019). Nathalie Yamb est aussi intervenue dans le club de discussion sur l'Afrique de la Fondation pour la défense des valeurs nationales d'Aleksandr Malkevitch, le 12 décembre 2019 (<https://fznc.world>), et a participé à un « séminaire de prospective sur l'Afrique » organisé par l'organisation AFRIC à Berlin. Voir : « [Nathalie Yamb, nouvelle égérie controversée du "french-bashing" en Afrique](#) », *Jeune Afrique*, 6 décembre 2019.

8. C'est par exemple le cas des interviews de Séba sur RT France (24 octobre 2019, 300 000 vues sur YouTube début 2021) et Sputnik France (5 mars 2020, 200 000 vues) et celles de Yamb sur Sputnik France (31 octobre 2019, 170 000 vues).

• Contexte

Au Sahel, l'opération Barkhane semble cristalliser les mécontentements et l'hostilité à l'égard de la présence française. L'édition 2020 du *Mali-mètres* de la Friedrich Ebert Stiftung révélait que 79 % des Maliens se disaient « insatisfaits » du travail de Barkhane en 2019, alors qu'ils n'étaient que 44 % en 2018 ; en août 2014, au moment du lancement de l'opération, seuls 23,4 % des sondés n'avaient « pas confiance » en Barkhane. Les reproches émis en 2019 sont les suivantes : Barkhane serait « complice des groupes armés » (57,7 %) ; elle « ne protéger[ait] pas les populations contre la violence des groupes armés et les terroristes » (53,5 %) ; elle « se protéger[ait] elle-même » (24,5 %) ; elle « sout[ie]ndrait la partition du pays » (21,1 %)⁹.

L'un des mouvements les plus ostensiblement anti-Barkhane, le Groupement des patriotes maliens (GPM), en appelle depuis 2019 à une coopération accrue avec Moscou pour remplacer Barkhane, au nom du « partenariat historique » entre la Russie et le Mali depuis l'indépendance¹⁰. Plusieurs manifestations hostiles à la France et favorables à la Russie ont depuis été organisées à Bamako, dont celle d'octobre 2019 à l'initiative du GPM, laissant planer le doute sur une influence accrue de Moscou au Mali et sur une prise de contact de ses agents avec des activistes locaux.

La plupart des spécialistes du Sahel s'accorde sur le constat que la montée d'un « sentiment antifrçais » dans la région est un phénomène très largement endogène. Les éléments exogènes, tels que les opérations russes et turques, interviendraient pour instrumentaliser, détourner, voire amplifier ces représentations négatives, largement héritées de la période coloniale. Ce

9. Voir les n° 5 (2014), 10 (2018) et 11 (2020) du *Mali-mètres*, « Enquête d'opinion politique : que pensent les Maliens ? », Bureau Bamako de la Friedrich Ebert Stiftung. L'enquête 2020 a été conduite du 12 au 26 novembre 2019 à partir d'un échantillon de 1 989 individus majeurs issus des dix capitales régionales et du district de Bamako.

10. Tatiana Smirnova, « La Russie et le coup d'État au Mali : héritage historique et logiques géopolitiques », *Bulletin FrancoPaix*, Chaire Raoul-Dandurand, 6:1-2, janvier-février 2021, p. 12.

sentiment correspond du reste à une critique de la politique africaine de la France et des liens entretenus par Paris avec les élites africaines, plutôt qu'à une « francophobie » de principe¹¹.

Qu'en est-il de l'importante couverture de l'opération par les rédactions francophones de RT et Sputnik ?

• *Expérience et résultats sur le corpus « Barkhane »*

Nous commençons ici avec une première classification hiérarchique descendante sur le corpus « Barkhane », au moyen d'IRaMuTeQ. Quatre classes lexicales ressortent du corpus de 203 textes, divisé en 5 666 segments (dont 5 051 classés), 14 259 formes (dont 8 738 « actives ») et 203 290 occurrences (voir figure 7).

La classe 1, la plus isolée, est présente dans 26,3 % des segments classés. Elle est centrée sur le champ lexical du combat (« soldat », « opération », « attaque », « commando ») dans les trois principaux États sahéliens concernés (« Burkina Faso », « Mali », « Niger ») et zone des trois « frontières », en particulier dans ses dimensions violentes (« mort », « tuer ») et accidentelles (« collision », « hélicoptère », « accident »). Ce champ lexical est par ailleurs très présent dans les dépêches de l'AFP ou de Reuters retirées du corpus.

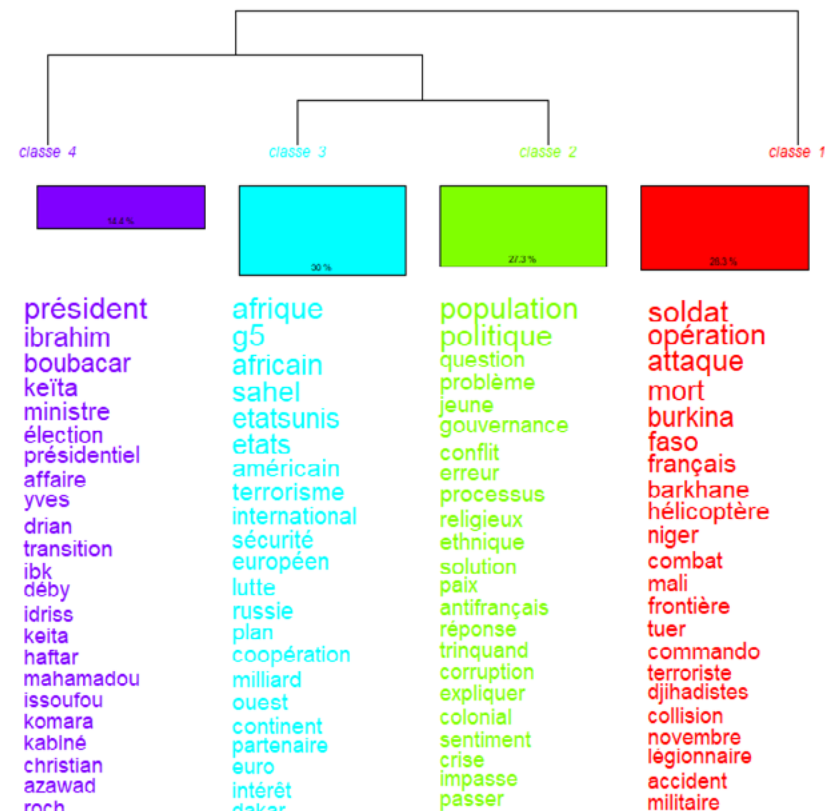
Passage caractéristique¹² :

« C'est également au Mali que l'armée française a été endeuillée à plusieurs reprises au cours de ces derniers mois. 13 militaires français ont perdu la vie fin novembre, dans la collision accidentelle de deux hélicoptères au cours d'une opération contre des djihadistes. Quelques semaines plus tôt, le brigadier Ronan Pointeau avait été mortellement touché par "le déclenchement d'un engin explosif improvisé au passage de son véhicule blindé" dans le Lip-tako. Un énième drame qui a relancé le débat sur la légitimité de la présence française dans cette région » (RT France, 15 janvier 2020).

11. Entretien avec Alain Antil, directeur du centre Afrique subsaharienne de l'Ifri, 15 janvier 2021. Écouter également les interventions de Thierry Vircoulon et Niagalé Bagayoko dans l'émission Affaires étrangères, « Sahel : les ajustements de la stratégie française », France culture, 13 février 2021.

12. Ces passages sont sélectionnés parmi les cinq segments les plus représentatifs de chaque classe relevée par IRaMuTeQ.

Figure 7
Dendrogramme du corpus conjoint « Barkhane », RT France et Sputnik France, 2018-2020



Source : IRaMuTeQ.

Les classes 2 et 3 sont discursivement plus proches. La classe 2 (27,3 % de la surface discursive du corpus) concerne les sociétés sahéliennes proprement dites (« population », « jeune », « gouvernance », « religieux », « ethnique »), avec un accent mis sur leurs fractures, leurs dysfonctionnements (« conflits », « corruption », « crise », « erreur ») et la gestion interne de ces tensions (« problème », « solution », « réponse », « processus »). C'est aussi dans cette classe lexicale que s'insère le sujet de la

perception négative de l'« ex-puissance coloniale » – l'expression apparaît une douzaine de fois dans le corpus – au sein de l'opinion (« colonial », « sentiment antifrçais »).

Passages caractéristiques :

« Pour [Bakary Sambé], la thèse des leaders de Daech prônant un habillage religieux islamique “sur tous les conflits, y compris locaux, sans besoin d'une coordination d'envergure ou d'un déploiement logistique pour atteindre des cibles à l'étranger, mais en vue d'assurer un recrutement local permanent parmi les jeunes”, est en train de se réaliser sous nos yeux : “Dans le cas spécifique du Mali, cela est dû avant tout aux défaillances de la gouvernance politique et sécuritaire de l'État malien” » (Sputnik France, 8 juillet 2019).

« La thèse d'une France combattant pour ses intérêts économiques a plus que jamais le vent en poupe, sous les cieux africains. Les accusations de “néocolonialisme” qui poursuivent l'ancienne puissance coloniale trouvent d'autant plus d'écho chez les populations sahéliennes que le terrorisme, loin de s'affaiblir, se renforce et ce, en “l'absence d'une véritable stratégie politique sous-tendant l'opération Barkhane”, comme le relevait récemment pour Sputnik le chercheur malien Yehia Ag Mohamed Ali » (Sputnik France, 27 décembre 2019).

La classe 3 (30 % du corpus) renvoie aux enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest et à leur gestion internationale, (« G5 », « sécurité », « international », « plan », « coopération », « lutte » contre le « terrorisme ») ainsi qu'au rôle qu'y jouent les puissances étrangères (« États-Unis », « européens », « Russie »).

Passages caractéristiques :

« Le renforcement du G5 Sahel et la récupération par les États africains concernés de leur souveraineté en matière de défense et de sécurité sont la voie pour lutter efficacement contre le terrorisme dans cette région » (Interview d'Alioune Tine à Sputnik France, 20 novembre 2019).

« Nous ne sommes donc pas favorables aux propositions régulièrement réitérées pour réduire cette opération [de la MINUSMA]. Mais nous soutenons, au contraire, la position des forces régionales et des membres africains du Conseil de sécurité en insistant

sur l'importance de renforcer le soutien international au Mali et aux autres pays de la région, notamment en prêtant concours à la force conjointe du G5 Sahel » (Interview du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à Sputnik France, 30 décembre 2019).

Le dernier thème dominant, représenté par la classe 4 (14,4 % du corpus), est enfin centré sur la vie politique des États sahéliens (notamment du Mali) et sur leurs dirigeants. Leurs relations avec le gouvernement français (principalement incarné ici par le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian) ressort aussi dans cette classe lexicale.

Passages caractéristiques :

« L'épisode [d'un voyage de l'ancien chargé de mission Alexandre Benalla au Tchad] n'a pas été passé sous silence lors de l'entrevue entre le président français et son homologue tchadien Idriss Deby : “Emmanuel Macron a tenu à faire savoir [le 22 décembre] à Idriss Déby que cette personne n'était en aucun cas un intermédiaire officieux ou officiel”, assure l'Élysée au *Monde*. “Seuls le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, le conseiller diplomatique du président, Philippe Étienne, et Franck Paris, son conseiller Afrique, peuvent se prévaloir du chef de l'État [en Afrique]”, précise le palais présidentiel, assurant à cette occasion que le locataire de l'Élysée souhaitait “absolument rompre avec la République des intermédiaires, notamment en Afrique” (RT France, 24 décembre 2018).

« Une première rencontre nationale annoncée par la junte au pouvoir s'est tenue les 5 et 6 septembre à Bamako et dans le reste du pays. Le Conseil national pour le salut du peuple (CNSP), représentant les auteurs du coup d'État qui a renversé le Président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) le 18 août dernier, a ratissé large pour recueillir les propositions pour “façonner l'architecture et les organes de la transition”, selon le document présenté par le CNSP » (Sputnik France, 7 septembre 2020).

Concentrons-nous maintenant sur les jugements de valeur et les tonalités dominants des 203 articles du corpus « Barkhane », en rappelant que l'analyse prend pour critère le rapport aux présences française et russe en ASF (voir tableau 1).

Tableau 1

Analyse des jugements et des tonalités dominants du corpus « Barkhane »

Jugements et tonalités dominants	RT France	Sputnik France
Articles principalement mélioratifs ou défensifs vis-à-vis de la présence russe en ASF	0	2
Articles principalement critiques ou péjoratifs vis-à-vis de la présence russe en ASF	0	0
Articles principalement mélioratifs ou défensifs vis-à-vis de la présence française et de l'action gouvernementale de la France en ASF	0	6
Articles principalement critiques ou péjoratifs vis-à-vis de la présence ou de l'action gouvernementale de la France en ASF	3	15
Articles polémiques ou sensationnalistes	20	24
Articles factuels ou analytiques (discours rapporté ou absence de parti pris sur le critère concerné)	35	91
Autres contenus éditorialisés (ex. : critique locale des gouvernements sahéliens)	2	5
Total	60	143

Près des deux tiers des articles peuvent être considérés comme factuels ou analytiques, sans parti pris ouvertement favorable ou hostile à la présence française. C'est le cas de la plupart des articles de Christine H. Gueye chez Sputnik ou, chez RT France, du dossier « Barkhane : Stop ou encore ? » (mai 2020), sous la plume de journalistes de RT France (mai 2020). Tout au plus, ces articles soulignent davantage les difficultés rencontrées par les armées françaises au Sahel plutôt que ses succès opérationnels, comme le suggère la classe 1 du dendrogramme. Le curseur idéologique ou partisan de certains de ces contenus est sans doute à chercher ailleurs, du côté de la ligne souverainiste¹³ promue avec vigueur

13. L'argument souverainiste repose sur l'idée selon laquelle l'État-nation demeure le lieu principal de l'exercice de la souveraineté politique. Particulièrement employé en France, le souverainisme renvoie également à un discours de défense de l'indépendance nationale et, par ricochet, à un discours critique du fédéralisme européen, du caractère supranational de l'Union européenne et de la relation transatlantique. Voir : Justine Lacroix, « Le

par les branches européennes de RT et Sputnik. Ses différentes déclinaisons – anti-atlantisme, euroscepticisme, dépendance de la France à l'OTAN ou à l'armée américaine, opposition à l'Europe de la défense – sont bien représentées parmi les experts français apparaissant dans ce corpus.

Les contenus polémiques et sensationnalistes représentent plus de 20 % des contenus du corpus. Ce sont aussi eux qui génèrent le plus d'interactions sur les réseaux sociaux, selon l'outil CrowdTangl. Les médias russes internationaux ont en effet une appétence particulière pour ce type de tonalité, souvent articulée à la satire, au sarcasme et à l'ironie¹⁴. Les buts recherchés sont divers, puisqu'il peut s'agir d'attirer des internautes par le « piège à clic » (*clickbait*), de dénigrer un contradicteur ou de polariser son lectorat. Nous citons ici les contenus les plus significatifs : « Soldats morts au Mali : un compte Twitter de la CGT fait polémique en parlant de "colonialisme" » (RT France, 27 novembre 2019, 1 600 interactions sur Facebook) ; « L'armée française "indignée" par des dessins de *Charlie Hebdo* sur les soldats tués au Mali » (RT France, 30 novembre 2019, 7 800 interactions) ; « L'armée française reconnaît avoir acheté de la chloroquine à la Chine » (Sputnik France, 24 avril 2020, 18 400 interactions). Publiée à l'occasion de la visite du président français à N'Djamena en décembre 2018, cette vidéo d'un militaire de la force Barkhane, pris d'un malaise et s'effondrant à côté d'Emmanuel Macron après avoir chanté *La Marseillaise*, est la 30^e vidéo la plus visionnée de la chaîne YouTube de RT France, avec plus de 500 000 vues début 2021 (24 décembre 2018). Cette dimension polémique est souvent entretenue dans la titraille des articles : alors que ce candidat aux élections présidentielles du Niger accorde à Sputnik France un entretien nuancé, la rédaction choisit un titre catégorique – « Maintenir Barkhane, "c'est faciliter les recrutements pour les djihadistes" – candidat à la

"national-souverainisme" en France et en Grande-Bretagne », *Revue internationale de politique comparée*, 3:9, 2002, p. 395.

14. Rhys Crilley, Precious Chatterje-Doody, « From Russia with Lols: Humour, RT, and the Legitimation of Russian Foreign Policy », *Global Society*, 2020, 20 p.

présidentielle au Niger » – qui dramatise et surinterprète manifestement ses propos¹⁵.

Moins de 10 % des articles du corpus (15 chez Sputnik France, 3 sur RT France) affichent en revanche une intonation explicitement critique, quoiqu'hétéroclite, de la présence française. Six articles de Sputnik France peuvent même être considérés comme mélioratifs vis-à-vis des forces armées françaises, comme cet article élogieux sur « l'effort sans précédent » de la Légion étrangère dans l'opération antiterroriste « Monclar », menée dans le Liptako Gourma en mars 2020 (Sputnik France, 27 mars 2020). Les jugements dépréciatifs sont dans la majorité des cas avancés par des intervenants extérieurs plutôt que par les journalistes eux-mêmes. Une première salve de critiques, partagée au-delà des colonnes de RT et Sputnik, souligne l'enlisement de l'opération Barkhane, son incapacité à mener à bien ses objectifs et les erreurs stratégiques des autorités françaises. La spécialiste de l'Afrique et directrice de l'Iveris Leslie Varenne, chroniqueuse régulière chez Sputnik France et connue pour sa dénonciation de la politique étrangère française en Côte d'Ivoire, est la principale représentante de cette ligne au sein du corpus : « Pour ma part, je parlerais plutôt de "bourbier" que d'impasse. Cette situation n'est pas du fait des militaires français, qui font ce qu'ils peuvent dans un territoire immense avec les moyens qui leur sont alloués. Elle est due à une mauvaise lecture politique et à un manque d'anticipation des autorités françaises. Cela fait au moins deux ans que l'on évoque l'enlisement de Barkhane et la stratégie n'a pas changé pour autant », déclare Varenne à Sputnik France, le 8 novembre 2019. Cet article de RT France avance, sous la plume de Malik

15. Nous rapportons ici l'extrait de l'entretien Adal Ag Rhoubéid d'où est extrait le titre : « La présence de Barkhane a apporté des résultats ponctuels indéniables en permettant notamment de neutraliser certains chefs djihadistes. Mais le maintien de cette présence, *a contrario*, justifie idéologiquement la pertinence du combat des djihadistes en leur permettant de recruter dans les rangs d'une jeunesse désœuvrée. Je dois dire que, vu de Niamey, nous avons du mal à comprendre nos frères maliens. Sans la France, il n'y aurait plus d'État malien. Du coup, afficher ouvertement des pancartes dans les rues de Bamako demandant un soutien à Poutine, c'est assez étrange ! »

Acher, que la montée du sentiment antifrançais au Sahel n'est pas « le fait de puissances étrangères », comme le suggérait le président français, mais procède de « l'absence de résultats [de Barkhane] dans la lutte antiterroriste » (14 janvier 2020). Yehia Ag Mohamed Ali, un ancien ministre malien et expert à l'Iveris, oppose quant à lui la « cohérence » de l'opération Serval au « flou » de Barkhane, qui « porte en elle-même les germes de son échec » (Sputnik France, 29 novembre 2019). À un degré supérieur, cette vision semble partagée par Laurent Bigot. Cet ancien sous-directeur du département Afrique du Quai d'Orsay, écarté par Laurent Fabius en 2013 pour sa critique de la transition Serval-Barkhane, est présenté par Sputnik France comme « un diplomate garanti sans langue de bois¹⁶ ». Bigot décrit l'opération Barkhane comme un « échec stratégique » en matière de lutte contre le terrorisme et y dénonce la duplicité de l'armée et du renseignement français vis-à-vis du gouvernement et des groupes armés au Mali, en associant leur posture à « la schizophrénie qu'on a connue en Afghanistan » (Sputnik France, 4 septembre 2020).

Plus minoritaires, certains contenus épousent les contours de la critique anti-néocoloniale et de la dénonciation de la Françafrique, souvent ancrées à gauche. Le sociologue et militant Saïd Bouamama y décrit ainsi l'intervention française au Sahel comme la manifestation des « mécanismes classiques de l'ingérence des grands pays industrialisés pour maintenir leur mainmise sur les richesses du sous-sol africain » (Sputnik France, 12 octobre 2018). Un discours partagé par le politologue Thomas Guénolé, invité en plateau sur RT France, qui évoque comme « véritable motif » de Barkhane le fait de « protéger l'accès de certaines grandes firmes françaises aux ressources du Sahel » (RT France, 2 décembre 2019). Mais c'est surtout le soutien français à certains chefs d'État africains, à commencer par Idriss Déby (mort le 19 avril 2021) au Tchad, Alassane Ouattara

16. Voir l'interview de Laurent Bigot par Jean-Baptiste Mendes, « Une armée étrangère devient vite une armée d'occupation », Sputnik France, 15 avril 2019, <https://fr.sputniknews.com>.

en Côte d'Ivoire, Denis Sassou-Nguesso au Congo ou Ibrahim Boubakar Keïta (renversé par un coup d'État en août 2020) au Mali, que dénoncent ces contenus. Barkhane œuvrerait ainsi au « renforcement des autocrates dans la région » et « s'acharne [...] à "sauver le soldat Déby" », pour l'écrivain Thomas Dietrich, une figure critique de la présence française en Afrique (Sputnik France, 8 février 2019). Fondateur du site Mondafrique, Nicolas Beau dénonce l'appui de Paris à des « présidents déconsidérés chez eux comme sur la scène internationale », « sous la houlette de Jean-Yves Le Drian » (Sputnik France, 13 juillet 2020). Le ministre français des Affaires étrangères, qui figure dans la classe 4 du dendrogramme, fait en effet l'objet de plusieurs articles accusateurs, comme celui de l'ancien ambassadeur Michel Raimbaud dans RT France (« Le Drian au Congo », 31 octobre 2020).

À l'exception de deux articles liés au sommet de Sotchi et aux perspectives de renforcement de la coopération sécurité entre la Russie et plusieurs États sahéliens (Sputnik France, 29 octobre 2019), ce corpus n'affiche pas une tonalité favorable à la Russie puisqu'il ne traite pas de sa présence, du reste encore limitée, au Sahel.

Un traitement sélectif et aseptisé de la présence russe en Centrafrique (2018-2020)

- *Contexte*

La Centrafrique ne représente pour Moscou, sur un plan stratégique, qu'un partenaire de seconde catégorie en Afrique, très loin derrière l'Égypte, l'Algérie ou le Nigéria. Pourtant, la nature hybride de cette implantation suscite une forte attention médiatique depuis 2018. La Russie est essentiellement présente dans le pays à travers sa représentation diplomatique, ses 500 instructeurs militaires, ses livraisons d'armes aux FACA et les membres – estimés entre 1 000 et 2 000 mercenaires – de la société militaire privée Wagner, *via* sa branche locale Sewa Security Services. Elle affiche aussi des ambitions économiques dans la prospection

minière et semble vouloir y concurrencer la présence française¹⁷, notamment en la dénigrant, comme l'illustrent les campagnes évoquées dans la première partie. Après Barkhane, cette section se penche sur la couverture de la présence russe en Centrafrique par RT France et Sputnik France.

- *Expérience et résultats sur le corpus « Centrafrique »*

Le dossier centrafricain fait l'objet d'une couverture limitée, majoritairement traitée par les journalistes russes des rédactions des deux médias, là où les profils de journalistes non russes dominent dans le corpus « Barkhane ». L'une des journalistes de Sputnik les plus prolifiques est Ksenia Emelyanova, ancienne correspondante de Sputnik France au Moyen-Orient et en RCA, désormais installée à Moscou d'où elle couvre les actualités africaines. Emelyanova a par exemple signé les entretiens de Sputnik avec l'ancien Premier ministre Firmin Ngrebada (12 novembre 2020), souvent considéré comme « l'homme de la Russie » à Bangui¹⁸, mais aussi avec Valeri Zakharov, le conseiller du président Touadéra pour la sécurité nationale, en juillet 2020 et février 2021. C'est aussi le cas de Mikhaïl Gamandiy-Egorov, un ancien de La Voix de la Russie (2012-2015), contributeur régulier du site conspirationniste canadien Mondialisation.ca et du site francophone de la chaîne iranienne Press TV, et analyste pour le site Observateur continental (voir *infra*). De janvier 2015 à novembre 2018, Gamandiy-Egorov a écrit plus de 200 chroniques pour Sputnik France, dont la plupart affiche un parti pris souverainiste et pro-Kremlin sans équivoque¹⁹. Plusieurs de ces tribunes – des critiques souvent véhémentes de la présence française – apparaissent à ce titre dans le corpus « Centrafrique ».

17. « [La Centrafrique, un pion sur l'échiquier russe](#) », *Le Monde*, 7 décembre 2018.

18. « [Russie-France : le Premier ministre centrafricain victime du bras de fer entre Moscou et Paris](#) », *Jeune Afrique*, 16 juin 2021.

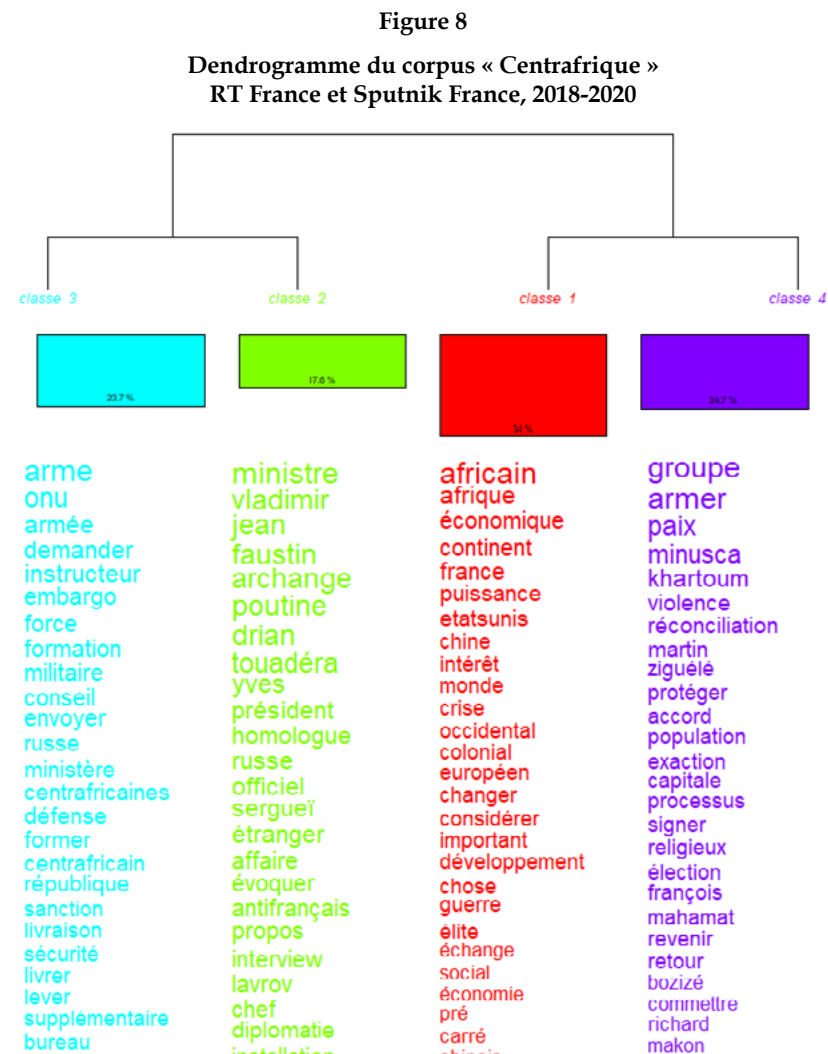
19. Voir ses chroniques sur le site de Sputnik France : <https://fr.sputniknews.com>. Gamandiy-Egorov est aussi le co-auteur d'un livre d'entretiens, *Poutine : L'homme qui veut libérer l'Afrique*, publié en janvier 2020.

Gamandiy-Egorov, qui est à certains égards un « micro-entrepreneur » d'influence à l'échelle de la production de contenus, se décrit enfin sur son blog comme un « partisan et artisan des relations Afrique-Russie [...] opposé au néocolonialisme sous toutes ses formes²⁰ ».

Cette surreprésentation de journalistes russes dans les articles consacrés à la RCA peut s'expliquer, entre autres, par le caractère hautement sensible du sujet : les dossiers de cette nature sont en effet davantage traités par des journalistes et producteurs de nationalité russe, comme l'ont démontré Elswah et Howard dans leurs travaux sur le réseau RT²¹.

Le corpus « Centrafrique » comprend enfin beaucoup moins de dépêches étrangères que le corpus « Barkhane » et se décompose en 77 articles (10 pour RT France, 67 pour Sputnik France), 1 561 segments (dont 1 268 classés), 6 415 formes (dont 4 056 « actives ») et 56 482 occurrences (voir figure 8).

Le dendrogramme se divise à nouveau en quatre classes lexicales. Les termes de la classe 1 sont présents dans plus d'un tiers des segments et semblent renvoyer à la compétition des « puissances » sur le « continent africain » (« France », « États-Unis », « Chine », « européen », « occidental », « colonial », « pré carré »).



Source : IRaMuTeQ.

20. Voir, sur le blog « L'axe Afrique-Russie », <https://afriquerussie.wordpress.com/about/>. Le site de Sputnik France précise désormais sous les articles de Gamandiy-Egorov que « les opinions exprimées dans cet article n'engagent que la responsabilité de son auteur ».

21. M. Elswah, P. Howard, « "Anything that Causes Chaos"... », *op. cit.*, p. 636-638.

Passages caractéristiques :

« Malgré toutes les tentatives de maintenir ce que l'Élysée continue de considérer comme son "pré carré", les événements en cours confirment l'hypothèse d'une perte d'influence de l'Occident sur le continent africain » (Sputnik France, 20 avril 2018).

« L'époque coloniale est complètement révolue. Cela fait presque 70 ans que la France s'est séparée de ses anciennes colonies africaines et les choses ont beaucoup changé depuis. Les Chinois installés en Afrique sont aujourd'hui plus nombreux que les Français » (Interview d'Alain Juillet²² pour Sputnik France, 10 décembre 2018).

La classe 2 (17,6 % du corpus) est centrée sur les interactions entre responsables politiques officiels russes (« Poutine », « Lavrov », « Choïgou »), français (« Le Drian », « Parly ») et centrafricains (« Touadéra »). La concurrence franco-russe en RCA affleure clairement dans les segments représentatifs de cette classe.

Passages caractéristiques :

« La ministre française des Armées Florence Parly a tenu des propos "volontaristes" lors de la conférence de presse qui a clos la douzième réunion du Conseil de coopération de sécurité franco-russe. Une réunion qui s'est tenue avec son homologue russe Sergueï Choïgou et les ministres français et russe des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian et Sergueï Lavrov, selon un format 2+2 inusité depuis 2012 » (Sputnik France, 12 septembre 2019).

« Touadéra a demandé à la Russie d'intervenir sur l'embargo. La Russie a commencé à manifester un intérêt considérable pour la RCA en octobre 2017, lorsque le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est entretenu à Sotchi avec Faustin-Archange Touadéra » (Sputnik France, 24 octobre 2019).

« Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a pointé du doigt, devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, "la présence de mercenaires russes" en Centrafrique, évoquant une politique "antifrançaise" dans ce pays » (Sputnik France, 24 janvier 2019).

22. Ancien chef de la direction du renseignement à la DGSE (2002-2003), Alain Juillet présente l'émission *La source* sur RT France depuis février 2020.

La classe 3 (23,7 % du corpus) concerne plus spécifiquement l'action de la Russie en Centrafrique depuis fin 2017, de la levée de l'embargo de l'ONU sur les armes à son soutien aux FACA (« instructeur », « formation », « envoyer », « militaire », « livraison », « armes », « sécurité »). Cette classe lexicale est sans doute la plus intéressante en tant qu'elle suggère une présentation sélective de la présence russe en RCA : les termes « mercenaire », « Wagner » ou « prospection minière » en sont en effet absents, suggérant un traitement minimal, voire une omission délibérée, de la face la plus discrète de l'action russe dans le pays.

Passages caractéristiques :

« Cette inquiétude [des "médiats mainstream" français] est d'autant plus justifiée que l'opinion publique centrafricaine donne largement raison aux instructeurs militaires russes, venus former les Forces armées centrafricaines (FACA) au maniement des armes livrées par la Russie » (Sputnik France, 7 mai 2018).

« La Russie a envoyé 300 instructeurs militaires supplémentaires en République centrafricaine à la demande des autorités locales, a indiqué la diplomatie russe le 22 décembre dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères » (RT France, 22 décembre 2020).

La classe 4, qui constitue un quart de la surface discursive du corpus, porte enfin sur la situation politique et sécuritaire intérieure en RCA, et sur les interactions entre le gouvernement et les « groupes armés » (« accord de Khartoum », « MINUSCA », « violence », « exaction », « réconciliation », « élection », etc.).

Passages caractéristiques :

« Depuis 2013, la Centrafrique vit sous la coupe de groupes armés et de milices qui commettent d'innombrables violences et exactions. Alors que la violence n'a pas cessé dans le pays, un accord de paix a été trouvé en février à Khartoum entre le gouvernement centrafricain et les 14 groupes armés représentés » (Sputnik France, 9 juillet 2019).

L'analyse des jugements et des tonalités du corpus « Centrafrique » s'intéresse là encore aux récits et à l'intonation recherchée pour couvrir les présences russe et française (voir le tableau 2).

Tableau 2
Analyse des jugements et des tonalités dominants
du corpus « Centrafrique »

Tonalité dominante	RT France	Sputnik France
Articles principalement mélioratifs ou défensifs vis-à-vis de la présence russe en RCA	1	10
Articles principalement critiques ou péjoratifs vis-à-vis de la présence russe en RCA	0	0
Articles principalement mélioratifs ou défensifs vis-à-vis de la présence française en RCA	0	0
Articles principalement critiques ou péjoratifs vis-à-vis de la présence française en RCA	1	6
Articles polémiques ou sensationnalistes	2	3
Articles factuels ou analytiques (discours rapporté ou absence de parti pris sur le critère concerné)	6	47
Autres contenus éditorialisés	0	1
Total	10	67

Plus des deux tiers des articles du corpus sont principalement factuels ou analytiques, sans qu'un parti pris soit ouvertement affiché. Beaucoup traitent par exemple de la situation sécuritaire intérieure de la RCA, comme l'indique la classe 4 du dendrogramme, ou détaillent sa coopération militaro-technique avec la Russie. Plusieurs contenus soulèvent néanmoins la question de la rivalité franco-russe dans le pays²³, comme l'illustrent les classes 1 et 2 de la classification hiérarchique descendante. D'autres mettent en avant la position d'équilibre recherchée par Bangui dans ses relations avec Paris et Moscou, comme ce décryptage de Christine H. Gueye intitulé « France-Russie,

23. Voir par exemple l'entretien du politologue camerounais Richard Makon à Sputnik France, « La Centrafrique au cœur de la lutte d'influence entre Paris, Washington et Moscou », 30 novembre 2018, <https://fr.sputniknews.com>.

une rivalité qui n'a plus lieu d'être en République centrafricaine » (12 septembre 2019) ». Ce « récit » centrafricain est surtout promu dans les colonnes de RT et Sputnik par les premiers interlocuteurs concernés, c'est-à-dire les responsables gouvernementaux centrafricains : « Il y a de la place pour tout le monde en République centrafricaine », assène ainsi le Premier ministre Firmin Ngrebada dans une interview à RT France (17 novembre 2020), tandis que la ministre des Affaires étrangères Sylvie Baïpo-Temon estime que « le débat [selon lequel Bangui préférerait coopérer avec Moscou que Paris] n'a pas lieu d'être : la République centrafricaine a tout simplement décidé d'avoir une diplomatie beaucoup plus offensive et beaucoup plus ouverte » (Sputnik France, 25 octobre 2019).

Sept articles sont ouvertement critiques et dépréciatifs vis-à-vis du rôle de la France en RCA, pour des raisons souvent proches de celles évoquées dans le corpus « Barkhane », et sont directement articulés à un discours positif sur la présence russe. Le récit d'une France contrariée dans sa zone d'influence traditionnelle, accusatrice vis-à-vis de l'arrivée de l'acteur russe et soucieuse de maintenir sa domination exclusive dans le pays est ainsi mis en balance avec les motifs légitimes de coopération affichés par la Russie dans sa relation avec la RCA. « Coopération russo-africaine : quand la France s'arroge un droit de regard », titre cet article de RT France du 20 novembre 2018 qui précise, sous la plume de Malik Acher, que « cette vision du multilatéralisme prônée par la Russie est loin d'être partagée par la France qui [...] n'a pas dissimulé son agacement de voir d'autres formes de partenariats exister au sein de son pré carré africain ». « Politique "anti-française" : Le Drian s'en prend à la présence de la Russie en Centrafrique », renchérit Sputnik France le 24 janvier 2019, dans un article enregistrant près de 4 000 interactions sur Facebook.

Les accusations les plus vives – et parmi les plus partagées en ligne – du corpus sont portées par Gamandiy-Egorov sur Sputnik France, avant son départ en novembre 2018. Dans sa lecture du contexte africain, le chroniqueur épouse le discours officiel russe sur la défense (sélective) des souverainetés et l'émergence d'un monde multipolaire (voir *infra*, dans le cas d'Observateur

continental). Dans cet article très commenté (5 000 interactions), Gamandiy-Egorov oppose la « stabilisation russe » au « chaos français », moque « l'hystérie élyséenne » et juge que « Paris est furieux d'observer la formation d'une alliance Moscou-Bangui » dans « son prétendu "pré carré" » (7 août 2018). Tout aussi manichéen, il confronte dans cette autre chronique les « sales coups » des « forces néocolonialistes nuisibles » de « l'ennemi » au « cadre multipolaire du respect de la souveraineté » partagé par les « alliés fiables » de la RCA (7 mai 2018). Dans cet article récoltant plus de 7 000 interactions, Gamandiy-Egorov juge enfin que les pays « appartenant encore au système de la FrancAfrique [...] voient la France, ou plutôt l'élite atlantiste de l'Élysée et ses affidés, les piller sans vergogne, ce qui pousse leurs citoyens, notamment la jeunesse, à aller chercher une vie meilleure ailleurs » (« Pourquoi la France finira-t-elle par perdre l'Afrique ? », 20 avril 2018).

Les articles visant à susciter une polémique sont proportionnellement beaucoup moins présents que dans le corpus « Barkhane » et ciblent principalement la présence française, comme cet article au titre sarcastique de Sputnik France sur Alexandre Benalla, parti « à l'assaut de l'Afrique afin de concurrencer la Russie » (16 juillet 2019).

Onze articles adoptent enfin un ton mélioratif ou défensif vis-à-vis de l'action de la Russie en RCA. Dans le plus encenseur, Gamandiy-Egorov loue la « mission de bons offices de la Russie » et la manière dont « l'efficacité russe en Syrie [...] s'exporte sur le continent africain » (31 août 2018). « C'est précisément avec l'adjonction de la Russie, présente en RCA depuis environ un an seulement, que des progrès positifs ont été enregistrés dans le processus de renforcement des forces armées et dans les efforts politiques », se félicite de son côté Andreï Kemarski, directeur du département Afrique du ministère russe des Affaires étrangères, dans une interview à Sputnik France (18 décembre 2018). Cette justification passe enfin, là encore, par des interlocuteurs africains, comme Jean-Serge Bokassa, l'un des nombreux fils de l'ancien président puis empereur de Centrafrique Jean-Bedel Bokassa (1966-1979), interviewé par Sputnik France le 10 juin 2020. Cet

ancien ministre de l'Intérieur (2016-2018) de Touadéra reconnaît « sout[enir] la présence des instructeurs russes en RCA », malgré un désaccord avec le président sur leur installation dans l'ancien palais de Bokassa à Berengo.

Comme nous l'avons suggéré, la couverture de la présence russe en RCA se caractérise enfin par sa sélectivité. Certains événements susceptibles de discréditer les acteurs russes à l'œuvre sont en effet détournés ou mis en sourdine, voire écartés. « Il n'y a pas à ce jour d'entreprises russes installées en Centrafrique », tranche cette « source au sein du gouvernement centrafricain » interrogée par Emelyanova, qui rapporte les propos du président Touadéra selon lequel les sociétés enregistrées au nom d'hommes d'affaires russes, comme Lobaye Invest, sont « de droit centrafricain » (Sputnik France, 13 février 2020)²⁴. La couverture de l'assassinat des trois journalistes russes Alexandre Rastorgouïev, Orkhan Djemal et Kirill Radtchenko en juillet 2018, à 180 kilomètres au nord de Bangui, est sans doute le meilleur exemple de cette couverture tronquée. Aucun des six articles consacrés par Sputnik France à l'affaire, cette fois-ci non signés, ne mentionne le fait que les journalistes enquêtaient sur les activités du groupe Wagner en RCA, et *a fortiori* sur l'éventualité d'un financement de la SMP par l'extraction minière²⁵. La responsabilité est en revanche clairement remise sur le Centre de direction des enquêtes (TsOuR), l'organisme d'investigation financé par Mikhaïl Khodorkovski – qui pointe de son côté la responsabilité des autorités russes – pour lequel travaillaient les journalistes, et finalement fermé après leur assassinat. Les propos rapportés d'Aleksandr Kots dans Sputnik France témoignent de ce traitement partial. Ce correspondant de guerre du principal tabloïd russe, la *Komsomolskaïa Pravda*, estime en effet que les journalistes

24. *Addendum* : De la même manière, les accusations d'exactions émises à partir de fin mars 2021 contre le groupe Wagner en Centrafrique, ainsi que les témoignages de victimes rapportés dans la presse française (RFI, 3 mai 2021), ne font l'objet d'aucun traitement sur RT France et Sputnik France au moment de l'écriture de l'étude.

25. « Zoloto "povara Putina" v CAR: čto hoteli snât' pogibšie žurnalisty » [L'or du « chef de Poutine » en RCA : que voulaient savoir les journalistes qui ont péri], *The Bell*, 1^{er} août 2018, <https://thebell.io>.

ont reçu des « consignes tout simplement suicidaires » de la part du Centre de gestion des enquêtes (TsOuR), que « la mission par les collaborateurs du centre [s'est] déroulée à un niveau amateur » et que « la minimisation des dépenses intéressait davantage le commanditaire que la sécurité du groupe » (29 août 2018)²⁶. RT France mentionne le groupe Wagner, mais dénonce dans le même temps une « déformation flagrante de l'information » dans les médias occidentaux, par la voix de la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova (3 août 2018)²⁷.

Un passage par l'outil Television Explorer de la base GDELT permet de nourrir l'argument d'une couverture sélective et aseptisée de la présence russe en RCA, cette fois-ci par le canal anglophone de RT. Les figures 9 et 10 ont été réalisées à partir des mots-clefs « Centrafrican Republic », « Central African Republic » et « Centrafrica ».

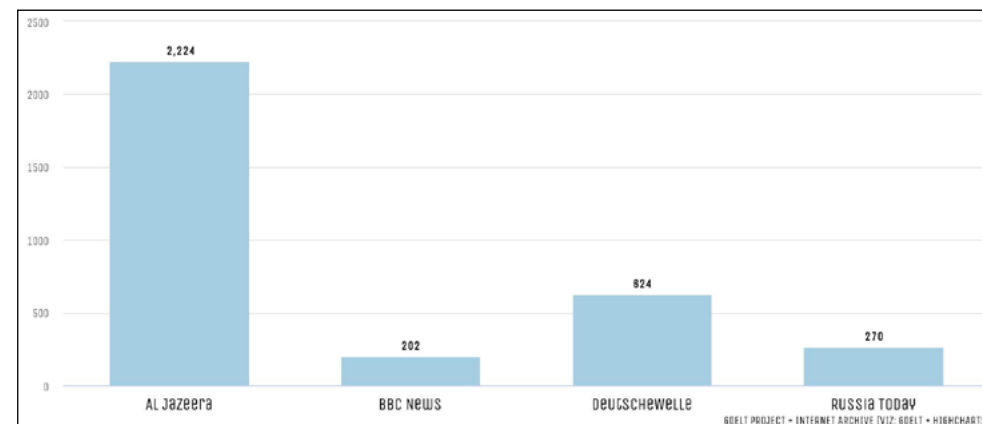
La figure 9 montre que RT accorde un temps limité aux actualités centrafricaines (270 occurrences), environ huit fois moins important qu'Al Jazeera (2 224 occurrences) mais à un niveau proche de celui de BBC News (202 occurrences). La figure 10 permet pourtant de constater que la couverture de RT (en vert foncé) est, contrairement aux autres chaînes, beaucoup plus concentrée dans le temps, avec environ trois quarts des occurrences prononcées à l'antenne sur seulement cinq jours : les 1^{er}, 2 et 3 août 2018 (41, 58 et 23 occurrences respectives), soit juste après l'assassinat des journalistes fin juillet ; puis le 31 août et 1^{er} septembre 2018 (39 et 32 occurrences), avec la médiatisation de « nouvelles révélations » sur l'affaire (absence d'accréditation, visas touristiques des journalistes, fermeture du TsOuR de Khodorkovski, etc.).

26. « [Ce que nous révèle la correspondance des journalistes russes tués en Centrafrique](#) », Sputnik France, 29 août 2018.

27. « [Présence russe en Centrafrique : Moscou dénonce une "déformation" dans les médias occidentaux](#) », RT France, 3 août 2018.

Figure 9

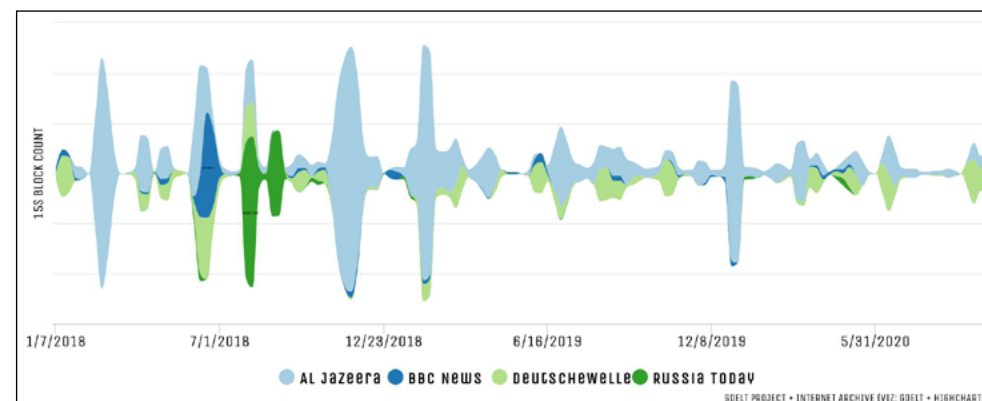
Nombre d'occurrences des mots-clefs « Centrafrican Republic », « Central African Republic » ou « Centrafrica » prononcés à l'antenne d'Al Jazeera, de BBC News, de la Deutsche Welle et de RT entre le 31 décembre 2017 et le 10 octobre 2020



Source : GDELT.

Figure 10

Temps d'antenne d'Al Jazeera, de BBC News, de la Deutsche Welle et de RT mentionnant les mots-clefs « Centrafrican Republic », « Central African Republic » ou « Centrafrica » entre le 31 décembre 2017 et le 10 octobre 2020



Source : GDELT.

Comme dans le corpus « Centrafrique », les contenus télévisuels diffusés les 31 août et 1^{er} septembre à l'antenne de RT International – que l'Internet Archive permet de visionner – insiste sur l'absence de préparation et de sécurisation des trois journalistes en amont et sur la responsabilité de Khodorskovski, « l'oligarque et critique de Poutine ».

LES ACTUALITÉS AFRICAINES SUR LE SITE OBSERVATEUR CONTINENTAL (OCT. 2019-AVRIL 2021)

• Contexte

En contrepoint des contenus de RT France et Sputnik France sur l'ASF, nous nous concentrons enfin sur le traitement des actualités africaines par le portail francophone Observateur continental. Lancé en avril 2019, ce site sous fausse bannière s'affiche comme un « portail internet d'information indépendant et à but non lucratif » mais est lié à l'agence russe InfoRos, elle-même hébergée au sein de la fondation Rousski Mir à Moscou, comme l'a démontré l'ONG EU DisinfoLab²⁸. En avril 2021, InfoRos a fait elle aussi partie des entités sanctionnées par le gouvernement américain pour son rôle dans les ingérences informationnelles menées par la Russie lors des dernières élections présidentielles aux États-Unis²⁹. Depuis 2018, l'agence est en effet soupçonnée par le renseignement américain d'être la ramification d'une opération de désinformation menée par l'unité 54777 de la GRU³⁰.

Le site Observateur continental affiche de très faibles audiences directes, avec environ 10 000 visites totales par mois sur son site (dont 70 % issues de France), selon SimilarWeb, et quelques centaines d'abonnés sur Facebook et Twitter. Ses contenus sont en revanche abondamment repris et amplifiés par des

28. *How two information portals hide their ties to the Russian News Agency Inforos*, EU DisinfoLab, 2020, 58 p.

29. « Treasury Escalates Sanctions Against the Russian Government's Attempts to Influence U.S. Elections », *op. cit.*

30. *Ibid.* Voir aussi : « How Russia's military intelligence agency became the covert muscle in Putin's duels with the West », *The Washington Post*, 28 décembre 2018.

sites ou agrégateurs de contenus français et francophones conspirationnistes ou se réclamant de la « réinfosphère » (Agoravox, Les Moutons enragés, Réseau international, Mondialisation.ca, etc.)³¹. Ils apparaissent aussi sur des sites africains « alternatifs » ou panafricanistes francophones, comme Afrique Média ou Cameroon Voice.

• Expérience et résultat sur le corpus « Observateur continental »

Observateur continental est un important producteur de contenus sur les actualités d'Afrique subsaharienne, en particulier lorsqu'elles impliquent la France, les États-Unis, la Chine et la Russie. La plupart sont écrits sous la signature de Mikhaïl Gamandiy-Egorov, qui a rejoint Observateur continental après son départ de Sputnik France. Sur les quelque 120 articles de Gamandiy-Egorov publiés sur le site entre 2019 et début 2021, 36 concernent l'Afrique et font donc partie de ce troisième corpus. D'autres contributeurs du site, Philippe Rosenthal, Alexandre Lemoine et Olivier Renault (un ancien de La Voix de la Russie et du site Novorossia Today 24, installé à Donetsk), ont signé chacun trois articles sur l'Afrique subsaharienne qui figurent dans le corpus. Les derniers articles du corpus sont des entretiens – dont un avec la ministre des Affaires étrangères de la RCA – ou ne sont pas signés.

Le corpus « Observateur continental » est divisé par IRaMuTeQ en 48 articles, 1 086 segments (dont 910 classés), 5 389 formes (dont 3 473 « actives ») et 39 299 occurrences. Nous ne présentons pas ici en complément de la CHD une analyse de jugements et de tonalités, dans la mesure où la quasi-totalité des articles de ce corpus combinent les différentes intonations évoquées : critique de la présence française (et plus généralement des pays occidentaux), soutien à la présence russe (mais aussi chinoise), tonalité sarcastique et polémique, etc. L'intérêt de l'analyse textuelle réside ici davantage dans la mise en évidence des « mondes lexicaux » et des « récits stratégiques » privilégiés

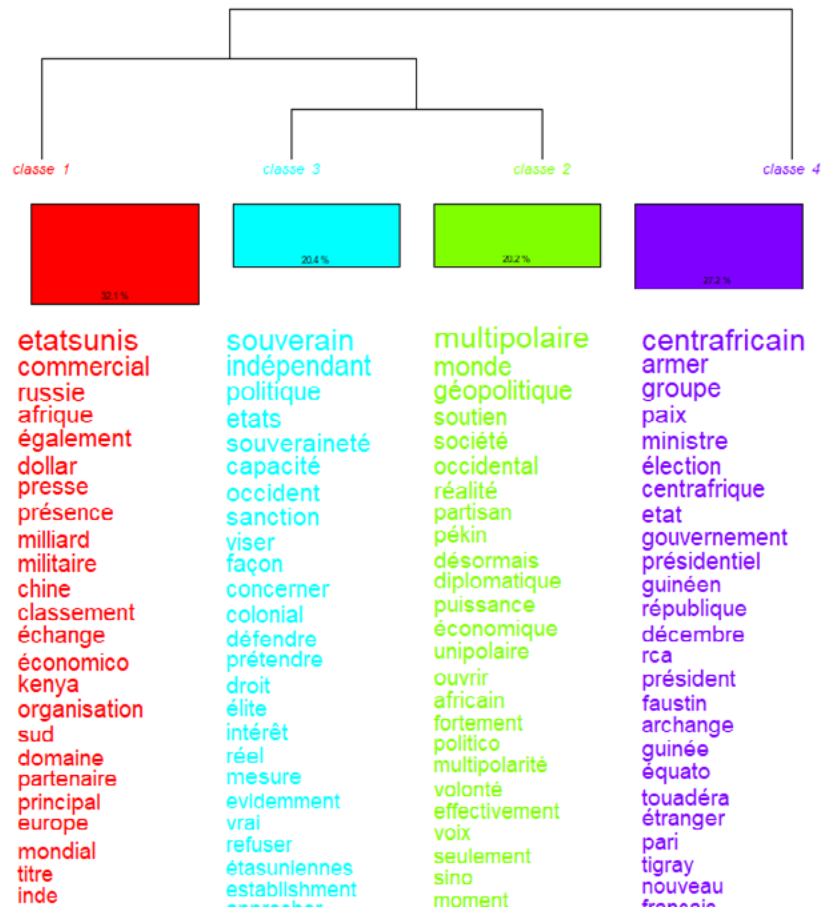
31. *How two information portals hide their ties to the Russian News Agency Inforos*, *op. cit.*

par les auteurs d'Observateur continental pour présenter les actualités relatives à l'Afrique subsaharienne.

La classification hiérarchique descendante de ce troisième corpus affiche quatre classes lexicales (voir figure 10).

Figure 11

Dendrogramme du corpus « Observateur continental », contenus sur l'Afrique subsaharienne, octobre 2019-avril 2021



Source : IRaMuTeQ.

La classe 1 (32,1 % du corpus) est organisée autour des « échanges » commerciaux et des « partenaires » économiques internationaux des pays africains, à commencer par les États-Unis, la Russie et la Chine.

Passages caractéristiques :

« Si dans un premier temps, la Chine se contentait de réaliser ses innombrables projets de partenariat avec les pays africains, lui ayant permis de devenir aujourd'hui tout simplement le principal partenaire économique-commercial de l'Afrique avec un volume d'échange de 200 milliards de dollars, depuis un temps plus récent elle a décidé d'imposer sa présence médiatique, tout en restant fidèle à sa philosophie » (« Bataille médiatique sino-étasunienne en Afrique : lorsque le nombre ne signifie pas résultat », 11 novembre 2019).

« L'Inde et la Corée du Sud sont également des partenaires économique-commerciaux importants. Enfin, la Russie devient de plus en plus active en Zambie. Le dernier Sommet Russie-Afrique à Sotchi d'octobre dernier ayant donné un souffle supplémentaire aux relations entre les deux pays. Une nouvelle réalité vivement saluée aussi bien par le leadership zambien, que russe » (« Zambie : l'ambassadeur étasunien forcé de partir, ou le courage de tout un pays », 12 décembre 2019).

Les classes 2 et 3 sont discursivement plus proches que les classes 1 et 4 et sont chacune présente dans 20 % des segments. Elles correspondent aux deux « mondes lexicaux » politiques et idéologiques du corpus, autrement dit les plus intéressants pour l'analyse de contenus. La classe 2 est en effet centrée sur la notion de « monde multipolaire » et la classe 3 sur celle de « souveraineté », dont les « partisans » s'opposent à la vision « unipolaire » de « l'establishment occidental ». Ces éléments de langage forment un répertoire récurrent du discours officiel russe post-soviétique, au milieu des années 1990 avec la « doctrine Primakov »³², puis avec l'affirmation par Vladimir Poutine

32. Andrei P. Tsygankov, *Russia's Foreign Policy: Change and Continuity in National Identity*, 4^e éd., Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2016, p. xviii-xviii.

d'une rhétorique souverainiste et « néowestphalienne » propre, manifestée lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en 2007³³. Le président russe y mène alors un réquisitoire contre la conduite unilatéraliste et déstabilisatrice de la politique étrangère américaine, tout en appelant à l'édification d'un ordre multipolaire plus équilibré, composé d'États-nations indépendants, souverains et respectueux du droit international³⁴. Les contributeurs d'Observateur continental exacerbent ce discours dans le contexte des actualités africaines, comme le suggèrent les segments représentatifs des deux classes lexicales :

Passages caractéristiques :

« Dans une réalité en constante ébullition et à l'heure d'une confrontation géopolitique de plus en plus marquée entre les partisans de la multipolarité et les nostalgiques de l'ère unipolaire, plusieurs régions du monde observent, analysent, et entrevoient les actions à adopter dans le cadre de leurs intérêts. L'Afrique ne fait pas exception » (« L'Afrique à la croisée des chemins dans un monde multipolaire », 9 septembre 2020).

« L'Afrique qui compte plus d'une cinquantaine d'États a incontestablement son mot à dire dans le nouveau monde multipolaire. Et bien qu'un certain nombre de pays africains soient encore sous l'emprise occidentale, l'axe sino-africain s'affirme de plus en plus fortement à l'heure actuelle. Et c'est probablement la meilleure réponse possible au groupe de pays au passé colonial et présent néocolonial qui pensent toujours être en mesure de pouvoir "isoler" des États menant une politique indépendante et souveraine » (« Chine-Burundi : une alliance qui perdure », 2 février 2020).

« Évidemment et en ce qui concerne les dirigeants africains visés par ces déclarations du chef d'État français [dans *Jeune Afrique*], on peut certainement conclure qu'il s'agit de tous les leaders de pays africains menant une politique souveraine et indépendante – aussi bien vis-à-vis de Paris, que de façon générale » (« Non, l'Afrique n'a pas besoin de tutelle extérieure », 11 novembre 2020).

33. Jean-Robert Raviot, « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », *Hérodote*, 166-167, 2017, p. 16-17.

34. Voir le « discours de Munich » du 10 février 2007 sur le site du Kremlin, <http://kremlin.ru>.

« Le point le plus important dans ce débat, ce n'est pas seulement ou tellement l'opposition des puissances géopolitiques aux visions radicalement différentes sur l'avenir planétaire. C'est la capacité de tel ou tel peuple souverain à défendre sa souveraineté, à travers la mobilisation populaire. Et il faut le reconnaître – c'est un point que les élites atlantistes pro-unipolaires n'avaient certainement pas prévu » (« Syrie, Bolivie, Centrafrique : la mobilisation populaire comme réponse aux déstabilisations », 1^{er} janvier 2021).

Enfin, la classe 4 (27,2 % des segments) montre que les actualités centrafricaines occupent une place prépondérante dans les articles d'Observateur continental consacrés à l'Afrique subsaharienne. Le ton employé est, ici aussi, clairement favorable à la politique d'ouverture et à l'engagement « panafricaniste » du président Touadéra et, par extension, hostile à la rébellion, à François Bozizé et à la France.

Passages caractéristiques :

« Six groupes armés (MPC, 3R, FPRC, UPC, antibalaka aile Mokok, antibalaka aile Ndomaté) ont signé le 15 décembre une déclaration commune dénonçant l'accord de paix en vigueur, à savoir l'accord de Khartoum, négocié dans la capitale soudanaise et signé à Bangui le 6 février 2019 entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés [...]. Selon le gouvernement de la RCA, l'ex-président François Bozizé, soutenu par Paris, auteur du coup d'État en 2003, ayant été par ailleurs visé par un mandat d'arrêt international pour crimes contre l'humanité et incitation au génocide, est à la tête de ce mouvement antigouvernemental impliquant les groupes armés » (« Centrafrique : les responsabilités de chacun », 12 décembre 2020).

« En parlant d'ailleurs de pré carré, du moins considéré comme tel par l'establishment cette fois-ci français, le dernier exemple récent à mentionner n'est autre que celui de la République centrafricaine. Pays qui au cours des dernières années a globalement tourné la page de la période catastrophique des massacres et tueries de masse – depuis l'élection dans un cadre démocratique du professeur Faustin-Archange Touadéra. Ce dernier ayant dès le début de son premier mandat présidentiel misé sur le retour de la paix, le lancement d'un développement dans un cadre souverain et panafricaniste, ainsi que sur une diversification des parte-

nariats extérieurs. Ce dernier point n'a sans surprise trouvé aucune appréciation du côté de l'ex-métropole coloniale française » (*ibid.*, 1er janvier 2021).

Au-delà des thèmes abordés, les jugements de valeur et les tonalités employés présentent ainsi de nombreuses similitudes avec les contenus propagés par les opérations d'influence russes en RCA.

CONCLUSION

ARTICULER SOUVERAINISME ET PANAFRICANISME ?

L'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone s'appuie sur un écosystème hétérogène. Son dispositif est constitué d'acteurs publics et non étatiques, officiels, officieux ou confidentiels, qui agissent directement ou par délégation, le plus souvent indépendamment et sans synchronisation. Ces acteurs poursuivent aussi bien des objectifs de long terme, en accompagnant le réengagement de la Russie sur le continent africain, qu'ils sont mus par des motifs ponctuels et opportunistes, adaptés aux contextes locaux ou déclinés en fonction de la conjoncture.

Parmi les pratiques du spectre de l'influence informationnelle, cette étude s'est concentrée spécifiquement sur la diplomatie publique médiatique et sur les opérations d'influence menées en ligne ou sur le terrain, dont certaines rappellent, par leurs modes opératoires, les « mesures actives » conduites par le KGB en Afrique. Malgré des audiences directes encore limitées, l'empreinte des canaux francophones des médias russes internationaux croît progressivement en ASF, aiguillonnée par de multiples sites qui diffusent leurs contenus par opportunisme ou affinités idéologiques. La diversité de leurs interlocuteurs et le faible niveau de réactions face à leur implantation témoignent du fait que RT et Sputnik n'y sont pas perçus, contrairement à la France, comme des médias controversés. Enfin, si leurs sites sont majoritairement consultés depuis la France, le Mali et le Cameroun semblent se détacher par leurs viviers de visiteurs. Plusieurs « entreprises d'influence » – campagnes de désinformation en ligne, création de médias, manipulation de journalistes locaux – ont été mises en œuvre depuis 2018 à l'initiative des réseaux de l'homme d'affaires Evgueni Prigojine. Parmi les pays d'Afrique francophone, la République centrafricaine est aujourd'hui le principal laboratoire et espace de projection de ces opérations, qui devraient être dupliquées dans d'autres pays de

la région. Enfin, au-delà de leur disparité, ces actions témoignent d'une forte plasticité des acteurs de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne.

Cette flexibilité se retrouve dans les contenus produits par ces acteurs. Les récits véhiculés sont le plus souvent compatibles avec l'agenda officiel de la Russie en Afrique et la valorisation de son réengagement sur le continent. Pourtant, leurs jugements de valeur et leurs tonalités varient fortement selon l'événement traité et, plus encore, en fonction de l'acteur qui les produit. C'est ce que suggère l'analyse de contenu réalisée dans l'étude, au regard des trois corpus et des critères sélectionnés : moins ces acteurs agissent officiellement ou à découvert, plus le parti pris exprimé est explicitement favorable à la présence russe et hostile à la présence française dans la région.

Le corpus « Barkhane », constitué à partir d'articles de Sputnik France et RT France consacrés à l'opération française au Sahel entre 2018 et 2020, est le plus éclaté et le plus hétérogène des trois corpus. Les contenus analytiques et sans prise de position pour ou contre l'opération sont dominants, avec plusieurs interviews fouillées et informées ; si parti pris il y a, celui-ci s'articule surtout avec un discours souverainiste relayé par des interlocuteurs français et, du reste, surreprésenté sur ces deux médias. Ces contenus analytiques alternent avec de nombreux articles polémiques, qui visent à générer du clic ou susciter une controverse autour de l'opération, en exposant notamment ses incidents et ses revers. Moins d'un dixième des contenus se caractérise par un dénigrement de la présence française au Sahel et s'articule autour de deux arguments : d'une part, le manque de résultats tangibles de Barkhane, son absence de vision stratégique et son risque d'embourbement ; d'autre part, la duplicité de la France au Sahel pour maintenir ses intérêts et garantir son accès aux ressources. L'exploitation directe du « ressentiment post-colonial » reste donc très marginale dans ce corpus. La couverture de l'opération Barkhane par le site francophone du média international iranien Press TV, pour ne citer que lui, joue par exemple beaucoup plus ouvertement sur cette corde.

Plus homogène et parcimonieux, le corpus « Centrafrique » est aussi dominé par des articles analytiques, cette fois-ci majoritairement rédigés par des auteurs russes. L'analyse lexicométrique fait ressortir trois récits structurés et cohérents. Un premier récit, souvent relayé par les responsables politiques centrafricains eux-mêmes, consiste à justifier le rapprochement de Bangui avec Moscou, au nom de sa volonté de diversifier ses partenariats avec les puissances étrangères présentes dans la région. Un deuxième récit fragmentaire cherche à légitimer le soutien pragmatique des « instructeurs » russes au gouvernement et aux FACA dans leur « lutte antiterroriste » ; les actions les plus sensibles menées par des acteurs russes, comme les opérations du groupe Wagner – mentionné au compte-goutte – ou ses efforts d'autofinancement par la prospection minière, sont totalement mises en sourdine. Le troisième récit, qui porte sur la présence française, est double : d'une part, la France est présentée comme méfiante vis-à-vis d'une implantation durable de la Russie, qui viendrait la concurrencer dans son « pré carré » centrafricain ; d'autre part, un discours plus minoritaire, mais générant davantage d'interactions, dénonce l'héritage de la Françafrique et l'attitude « néocoloniale » de la France, opposée à la souveraineté effective des nations africaines.

Ce dernier discours a cela d'original qu'il tente d'articuler certains répertoires traditionnels du panafricanisme¹ et du souverainisme pour influencer les publics ciblés. Abrahamsen montre que l'idéologie panafricaine n'est pas intrinsèquement progressiste ou réactionnaire ; parce qu'il s'est historiquement construit autour du débat – voire du « dilemme » – entre partisans de l'unité continentale et défenseurs des souverainetés nationales,

1. « Énigme historique » aux multiples ramifications, idée politique autant que « mouvement de l'histoire », le panafricanisme est défini par son historien Amzat Boukari-Yabara comme « un concept philosophique né avec les mouvements émancipateurs et abolitionnistes de la seconde moitié du XVIII^e siècle, un mouvement sociopolitique construit et développé par des Afro-Américains et des Antillais entre la fin du XIX^e siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale, ou une doctrine de l'unité politique formulée par des nationalistes africains dans le cadre des luttes anticoloniales et indépendantistes », *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, 2017, p. 5.

le panafricanisme peut soutenir aussi bien le multilatéralisme qu'une vision souverainiste de l'ordre international². C'est cette seconde interprétation qui prime dans les contenus analysés. Cette combinaison rhétorique, voire cette tentative de synthèse idéologique, apparaît comme un signe distinctif de l'influence russe contemporaine en Afrique et des espaces de convergence politique entre acteurs russes et africains soucieux de promouvoir leurs agendas respectifs. Elle mériterait en cela d'être étudiée plus en profondeur. Cet aspect ressort en tout cas clairement du troisième corpus, qui rassemble les articles du site sous fausse bannière Observateur continental consacrés à l'Afrique subsaharienne. Ostensiblement pro-russes et anti-français, les jugements et intonations du dernier corpus font souvent écho aux contenus des entreprises d'influence initiées par les entités d'Evgueni Prigojine en Afrique francophone.

Les pistes méthodologiques empruntées dans cette étude nous amènent enfin à souligner l'opportunité de développer plus avant l'analyse de l'influence informationnelle par ses discours et ses récits. Depuis la crise ukrainienne, le débat sur l'influence russe est souvent arrimé à une approche réductrice, qui se focalise principalement – pour ne pas dire uniquement – sur la désinformation propagée par ses acteurs. Nous avons recouru à l'analyse de contenus et à la lexicométrie pour l'en désenclaver et affiner la réflexion : cette méthode permet en effet de mettre en évidence, en plus de la propagation d'informations tronquées ou falsifiées, les priorités éditoriales, les éléments de langage récurrents, les ressorts idéologiques ou le degré de partialité d'un média international ou d'une campagne numérique. Ce travail exploratoire sur les pratiques russes en Afrique subsaharienne francophone pourrait enfin être transposé et adapté à d'autres recherches sur l'influence informationnelle.

2. R. Abrahamsen, « Internationalists, sovereigntists, nativists... », *op. cit.*, p. 56-63.

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAHAMSEN Rita, « Internationalists, sovereigntists, nativists: Contending visions of world order in Pan-Africanism », *Review of International Studies*, 46:1, 2020, p. 56-74.
- ANDREW Christopher, MITROKHINE Vassili, *Le KGB contre l'Ouest : 1917-1991*, Paris, Fayard, 2000, 982 p.
- ANDREW Christopher, MITROKHIN Vasili, *The Mitrokhin Archive II: The KGB in the World*, Londres, Penguin, 2018 (2005), 677 p.
- AUDINET Maxime, « Comment RT et Sputnik tissent la toile de Moscou à l'étranger », *La Revue des médias*, juin 2019.
- AUDINET Maxime, *Le réseau Russia Today (RT) : Un média d'influence au service de l'État russe*, Bry-sur-Marne, INA Éditions, coll. « Médias et Humanités », 2021 (à paraître).
- ARKHANGELSKAYA Alexandra, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, 4:248, 2013, p. 61-74.
- BOUKARI-YABARA Amzat, *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, 2017, 318 p.
- BUGAYOVA Nataliya, BARROS George, « The Kremlin's expanding media conglomerate », *Institute for the Study of War*, 15 janvier 2020.
- CRILLEY Rhys, CHATTERJE-DOODY Precious, « From Russia with Lols : Humour, RT, and the Legitimation of Russian Foreign Policy », *Global Society*, 2020, 20 p.
- DREYFUS Emmanuel, « Les sociétés militaires privées en Russie : À l'est, quoi de nouveau ? », Note de recherche 63, IRSEM, octobre 2018.
- DUBIEN Arnaud, « La Russie en Afrique, un retour en trompe-l'œil ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2021.
- ELSWAH Mona, HOWARD Philip N., « "Anything that Causes Chaos": The Organizational Behavior of Russia Today (RT) », *Journal of Communications*, 70:5, 2020, p. 623-645.
- GÉRARD Colin, « "Usines à trolls" russes : de l'association patriotique locale à l'entreprise globale », *La Revue des médias*, 20 juin 2019.
- GIOE David V., LOVERING Richard, PACHESNY Tyler, « The Soviet Legacy of Russian Active Measure: New Vodka from Old Stills? », *The International Journal Intelligence and CounterIntelligence*, 33:3, 2020, p. 514-539.
- GOLAN Guy J., MANOR Ilan, ARCENEUX Phillip, « Mediated Public Diplomacy Redefined: Foreign Stakeholder Engagement via Paid, Earned, Shared, and Owned Media », *American Behavioral Scientist*, 63:12, 2019, p. 1665-1683.

- GROSSMAN Shelby, BUSH Daniel, DIRESTA Renée, « Evidence of Russia-Linked Influence Operations in Africa », *Stanford Internet Observatory*, octobre 2019, 55 p.
- JEANGÈNE VILMER Jean-Baptiste, et al., *Les manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, Rapport CAPS/IRSEM, Paris, août 2018, 212 p.
- JENDOUBI Saber, « Panorama de la presse centrafricaine : entre pauvreté et politique d'influence », *Notes de l'Ifri*, Centre Afrique subsaharienne, octobre 2019, 24 p.
- JENDOUBI Saber, « Les réseaux sociaux centrafricains à l'aube des élections : symptôme avancé d'une crise politique à venir », *Études de l'Ifri*, Centre Afrique subsaharienne, mars 2021, 38 p.
- KALIKA Arnaud, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », *Russie. Nei. Visions*, Ifri, 114, avril 2019, 30 p.
- KATSAKIORIS Constantin, « The Lumumba University in Moscow: higher education for a Soviet-Third World alliance, 1960-91 », *Journal of Global History*, 14:2, 2019, p. 281-300.
- LARUELLE Marlène, LIMONIER Kevin, « Russia's African Toolkit: Digital Influence and Entrepreneurs of Influence », *Orbis*, The Foreign Policy Research Institute, été 2021, p. 203-219.
- LIMONIER Kevin, « Diffusion de l'information russe en Afrique : Essai de cartographie générale », Note de recherche 66, IRSEM, 2018, 21 p.
- LUKES Steven, *Power: A Radical View*, New York, Palgrave Macmillan, 2^e éd., 2005 (1974), 192 p.
- MARANGÉ Céline, AUDINET Maxime, « L'espace informationnel [russe] comme terrain de conflictualité », dans MARANGÉ C., QUESSARD M. (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, chap. 4, p. 115-136.
- MARTEN Kimberly, « Russia's use of semi-state security forces: the case of the Wagner Group », *Post-Soviet Affairs*, 35:3, 2019, p. 181-204.
- MELISSEN Jan, « Wielding Soft Power: The New Public Diplomacy », *Clingendael Diplomacy Papers*, 2, mai 2005, 29 p.
- MITROKHIN Vasili, *The KGB Lexicon: The Soviet Intelligence Officer's Handbook*, Londres, Frank Cass, 2002, 480 p.
- NYE Joseph S., Jr., *The Future of Power*, New York, PublicAffairs, 2011, 298 p.
- RATINAUD Pierre, LOUBÈRE Lucie, « Documentation IRaMuTeQ : 0.6 alpha 3 version 0.1. », 2014, 37 p.
- RAVIOT Jean-Robert, « Le prétorianisme russe : l'exercice du pouvoir selon Vladimir Poutine », *Hérodote*, 166-167, 2017, p. 9-22.
- REINERT Max, « Les "mondes lexicaux" et leur "logique" à travers l'analyse statistique d'un corpus de récits de cauchemars », *Langage & Société*, 66, 1993, p. 5-39.
- RID Thomas, *Active Measures: The Secret History of Disinformation and Political Warfare*, New York, FSG, 2020, 528 p.

- ROSELLE Laura, MISKIMMON Alistair, O'LOUGHLIN Ben, « Strategic Narrative: A New Means to Understand Soft Power », *Media, War & Conflict*, 7:1, 2014, p. 70-84.
- ROTH-EY Kristin, « How Do You Listen to Radio Moscow? Moscow's Broadcasters, "Third World" Listeners, and the Space of the Airwaves in the Cold War », *The Slavonic and East European Review*, 98:4, p. 712-741.
- SMIRNOVA Tatiana, « La Russie et le coup d'État au Mali : héritage historique et logiques géopolitiques », *Bulletin FrancoPaix*, Chaire Raoul-Dandurand, 6:1-2, janvier-Février 2021, p. 12-14.
- SMYRNAIOS Nikos, RATINAUD Pierre, « Comment articuler analyse des réseaux et des discours sur Twitter : L'exemple du débat autour du pacte budgétaire européen », *Tic & Sociétés*, 7:2, 2013, p. 120-147.
- SUKHANKIN Serguei, « Terrorist Threat as a Pre-Text: Russia Strengthens Ties with G5 Sahel », *Terrorism Monitor*, The Jamestown Foundation, 18:6, mars 2020.
- TCHOUBAR Poline, « La nouvelle stratégie russe en Afrique subsaharienne : nouveaux moyens et nouveaux acteurs », *Notes de la FRS*, 21/19, octobre 2019.
- TSYGANKOV Andrei P., *Russia's Foreign Policy: Change and Continuity in National Identity*, 4^e édition, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2016, 308 p.
- WASBURN Philo C., « Voice of America and Radio Moscow Newscasts to the Third World », *Journal of Broadcasting & Electronic Media*, 32:2, 1988, p. 197-218.
- WINEK Mark D., « Radio as a Tool of the State: Radio Moscow and the Early Cold War », *Comparative Humanities Review*, 3:9, 2009, p. 99-113.
- ZAHARNA Rhonda S., *Battles to Bridges: US Strategic Communication and Public Diplomacy after 9/11*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010, 233 p.
- IRA in Ghana, Report by Graphika, mars 2020, 58 p.
- How two information portals hide their ties to the Russian News Agency Inforos, EU DisinfoLab, 2020, 58 p.
- More-Troll Kombat: French and Russian Influence Operations Go Head to Head Targeting Audiences in Africa, Joint Report by Graphika and the Stanford Internet Observatory, décembre 2020, 85 p.

LE LION, L'OURS ET LES HYÈNES

ACTEURS, PRATIQUES ET RÉCITS DE L'INFLUENCE INFORMATIONNELLE RUSSE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE

Dr Maxime Audinet

Après un désengagement brutal à la chute de l'Union soviétique, la Russie reprend pied en Afrique depuis la fin des années 2000. En octobre 2019, le sommet de Sochi a matérialisé ce retour en force. Si la coopération militaro-technique est le principal marqueur de cette présence rehaussée, l'influence informationnelle déployée par la Russie sur le continent mérite une attention particulière, tant son empreinte s'est élargie et diversifiée ces dernières années. Cette étude met en lumière ses pratiques et son écosystème disparate, ainsi que les contenus produits et diffusés par ses acteurs étatiques, non étatiques et sous-traitants en Afrique subsaharienne francophone. Alors que le président de la République a dénoncé fin 2020 la manière dont Moscou « jou[ait] sur le ressentiment post-colonial » en Afrique pour y attiser un sentiment antifrançais, nous examinons les efforts de diplomatie publique, les opérations de désinformation et les « entreprises d'influence » conduites par les acteurs russes à des fins de dénigrement ou de légitimation. L'étude propose une méthode originale fondée sur l'analyse textuelle et lexicométrique, à partir de deux cas emblématiques : la couverture de l'opération Barkhane et le traitement des actualités en République centrafricaine.